

CIAS L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des délibérations du conseil d'administration du CIAS L'agglo Foix-Varilhes

Séance du 20 septembre 2023 à 14h

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres ne prenant pas part au vote	Votants
17	5	0	5

Par suite d'une convocation en date du 14 septembre, les membres composant le conseil d'administration du CIAS L'agglo Foix-Varilhes se sont réunis le mercredi 20 septembre à 14h, au siège de L'agglo Foix-Varilhes, 1A avenue du Général de Gaulle 09000 à Foix, sous la présidence d'Annie Bouby.

PRÉSENTS : Annie Bouby, Daniel Besnard, Danielle Carrière, Nathalie Maury, Marie-France Basset Berges.

ABSENTS : Thomas Fromentin, Mina Achary, Lawrence Bories, Philippe Fabry, Raymond Fis, Anne-Lise Delpy, Bruno Sans, Sophie Privat, Cathy Guintoli, Edith Authié, Sarah Teachout, Catherine Bazex Gnemmi.

La vice-présidente ouvre la séance à 14h et propose la désignation de Daniel Besnard comme secrétaire de séance ; il est élu à l'unanimité.

N°2023/029 CIAS

Finances / Débat d'orientation budgétaire 2024

Rapporteur : Annie Bouby

Vu l'article L.123-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'article L.1612-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L.2312-1 du code général des collectivités territoriales relatif à l'organisation du débat d'orientation budgétaire, et l'article L.5217-10-4 du même code relatif au délai de tenue de ce débat pour les collectivités optant pour le référentiel M57 ;

Vu les articles R314-1 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la circulaire n° NOR/INT/B/93/00052/C du 24 février 1993 précisant que la teneur du débat d'orientation budgétaire est retracée dans une délibération distincte de l'assemblée et ce même si le débat d'orientation budgétaire constitue une mesure non décisive ne donnant pas lieu à un vote ;

Considérant que les établissements sociaux et médico-sociaux doivent procéder à l'adoption de leur budget avant le 31 octobre de l'année qui précède ;

Le rapporteur présente au conseil d'administration les grandes orientations du budget primitif du CIAS pour 2024 sur la base du rapport d'orientation budgétaire joint en annexe.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ

Article unique : PREND ACTE de la tenue du débat d'orientation budgétaire du budget primitif pour 2024 sur la base du rapport d'orientation annexé.

REÇU LE :

10 OCT. 2023

SGCD FOIX

Fait et délibéré, le 20 septembre 2023.

La vice-présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme
La vice-présidente,
Annie Bouby



REÇU LE :

10 OCT. 2023

SGCD FOIX

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du CIAS L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

REÇU LE :
10 OCT. 2023
SGCD FOIX



Rapport d'orientation budgétaire **2024**

Table des matières

Préambule	3
1. L'action sociale portée par le CIAS.....	45
1.1. L'analyse des besoins sociaux.....	45
1.2. Le projet social de territoire.....	56
1.3. Perspectives et évolution de l'offre de service.....	57
2. Orientations budgétaires pour 2024	69
2.1. Le fonctionnement courant des services.....	710
2.1.1. Produits de fonctionnement.....	710
2.1.2. Charges de fonctionnement.....	912
2.2. Les opérations d'investissement	1519
2.2.1. Ressources d'investissement.....	1519
2.2.2. Emplois d'investissement.....	1620
2.3. Présentation globale et synthétique par budget.....	1822
2.3.1. Budget principal du CIAS.....	1822
2.3.2. Budget annexe CLIC.....	1822
2.3.3. Budget annexe résidence autonomie	1923
3. Perspectives financières du CIAS à moyen terme	2024
3.1. Renforcer l'équilibre financier de la résidence	2024
3.2. Construction d'une extension de la résidence en centre-ville de Foix	2024

Préambule

Créé par délibération du conseil communautaire de L'agglo Foix-Varilhes n°2023/055 en date du 5 avril 2023, le Centre intercommunal d'action sociale (CIAS), à compétence unique, a été institué pour assurer la gestion des services intercommunaux dédiés aux personnes âgées.

Cette création répond avant tout à l'obligation légale de regrouper sous la forme juridique d'un établissement public administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière les services et missions de L'agglo en matière de politique en direction des personnes âgées, et notamment la gestion de la résidence autonomie Bleu printemps et le Centre local d'information et de coordination (Clic). Ces missions ont donc été transférées de L'agglo au CIAS, à compter du 1er juillet 2023.

Ce transfert est aussi l'occasion de structurer et renforcer l'action sociale d'intérêt communautaire, et s'inscrit pleinement dans *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment l'objectif 13 « développer et améliorer les services et actions en faveur de la prise en charge des questions liées au vieillissement ».

Le CIAS L'agglo Foix-Varilhes a ainsi pour objet, tel que défini dans ses statuts et délibération constitutifs :

- L'élaboration et la mise en place d'un programme dans le cadre du vieillissement de la personne, la mise en place d'une stratégie d'actions et la coordination des acteurs intervenant dans ce domaine.
- L'animation d'une politique globale de développement des conditions d'accueil des personnes âgées.
- L'étude, la création, la mise en place, la gestion, l'entretien, le financement du centre local d'information et de coordination (Clic).
- L'entretien, la gestion d'équipements collectifs à caractère social à destination des personnes âgées.
- La réalisation d'actions et de projets à rayonnement intercommunal dans les champs de l'autonomie.

Doté d'un premier budget semestriel par délibération du 5 juin 2023 (nos 2023/007, 2023/008 et 2023/009) pour assurer sa mise en place et achever l'exercice en cours, le conseil d'administration du CIAS aborde à présent les perspectives financières pour les prochaines années, à travers le présent rapport.

Selon l'article L.2312-1 du code général des collectivités territoriales, applicable aux centres d'action sociale (article L.123-8 du code de l'action sociale et des familles), l'exécutif présente à son conseil, dans un délai de dix semaines précédant l'examen du vote du budget primitif, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels ainsi que la structure et la gestion de la dette. Ce rapport comporte également une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

Par ailleurs, l'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2017 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) est venu compléter et renforcer cette obligation en précisant les modalités de forme (délibération spécifique), de transmission mais également le contenu du rapport d'orientation budgétaire :

- évolutions prévisionnelles des dépenses et recettes des deux sections, en précisant les hypothèses retenues pour construire le projet de budget.
- engagements pluriannuels notamment en matière de programmation des investissements.
- structure et gestion de l'encours de la dette.
- informations relatives aux éléments de rémunération du personnel (traitements indiciaires, régimes indemnitaires, NBI, heures supplémentaires rémunérées et avantages en nature).
- durée effective du travail.
- évolution prévisionnelle des effectifs.

Enfin, le II de l'article 13 de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 apporte également certains compléments à ce débat en imposant que des précisions soient apportées concernant les évolutions :

- des dépenses réelles de fonctionnement (en valeur).
- des besoins de financement.

Au-delà de la formalité obligatoire, le débat d'orientation budgétaire doit être vu comme un temps privilégié pour analyser le contexte national et local, apprécier l'avancée du projet social de territoire et orienter l'action du CIAS. Il doit permettre de mettre en exergue les enjeux budgétaires, de ressources humaines et de développement durable de l'établissement, d'en hiérarchiser les priorités, de préciser le calendrier et les moyens à mettre en œuvre.

1. L'action sociale portée par le CIAS

Le CIAS en lien avec ses statuts constitutifs, mène des actions en direction des personnes âgées et/ou en situation de handicap pour leur permettre de préserver au mieux leur autonomie et leur santé globale, en leur apportant un soutien en fonction de leurs besoins et de leur projet de vie.

Le CIAS prépare et met en œuvre cette politique de solidarité et d'aide aux plus vulnérables, autour d'axes majeurs pour 2024 :

- poursuivre la rénovation de la résidence autonomie à Varilhes (sous maîtrise d'ouvrage agglo);
- construire une résidence autonomie à Foix (sous maîtrise d'ouvrage agglo);
- finaliser l'organisation du guichet unique du Clic sur chaque antenne Foix et Varilhes ;
- mettre en place un programme d'actions de prévention de la perte d'autonomie ;
- agir contre l'isolement des personnes âgées sur l'ensemble du territoire.

Les besoins qui s'expriment en termes de services et d'accompagnement changent et s'amplifient, au regard de l'évolution de la démographie sur notre territoire.

1.1. L'analyse des besoins sociaux

✓ Démographie sur le territoire de L'agglo Foix-Varilhes :

Les 60 ans et plus représentent 9 858 personnes sur le territoire de L'agglo Foix-Varilhes. Si les tendances des dernières années se poursuivent, cette tranche d'âge devrait représenter 11 357 habitants à horizon 2029 (source : profil thématique senior – ITHEA juin 2023).

Le territoire enregistre une évolution de 13 % des 75 ans et plus sur les 10 dernières années (Insee 2009-2019).

Nous observons une part élevée et en augmentation des 60 - 74 ans, c'est-à-dire des jeunes seniors d'aujourd'hui qui auront de plus en plus de besoins dans les années à venir.

Les femmes sont deux fois plus représentées dans cette catégorie des séniors (espérance de vie plus élevée, facteurs génétiques et mode de vie).

Au plan départemental, il s'agit notamment de prendre en compte l'évolution démographique. Les projections établies à l'horizon 2040 tablent sur une progression de 80 % du nombre de personnes âgées d'au moins 65 ans, par rapport au nombre relevé en 2008 (source : Insee).

Dans la même dynamique, le nombre de personnes âgées de 75 ans et plus passerait en Ariège de 19 642 (en 2022) à 34 100 (en 2040).

Au regard de ce contexte prévisionnel, le CIAS L'agglo Foix-Varilhes est un des partenaires clés associés à l'élaboration et à la mise en œuvre des actions prioritaires du département.

Le projet social de territoire

La loi du 2 janvier 2002 redéfinit le projet : « pour chaque service ou service social ou médico-social, il est élaboré un projet de service, qui définit ses objectifs, notamment en matière de coordination, de coopération et d'évaluation des activités et de la qualité des prestations, ainsi que ses modalités d'organisation et de fonctionnement. »

Ce projet global de solidarité (annexe), a été élaboré en relation avec les acteurs du territoire, en tenant compte du bilan de nos évaluations internes. Il précise le projet de service du Clic, ainsi que le projet d'établissement de la résidence autonomie.

Il prépare la feuille de route du CIAS pour les 5 années à venir et permet de rendre compte des évolutions et du plan d'actions, en adéquation avec le projet de territoire de L'agglo qui a fait de l'accompagnement des seniors une priorité.

Il est régulièrement mis à jour et adopté, en fonction de la réalisation du plan d'action.

1.2. Perspectives et évolution de l'offre de service

✓ **Evolution du fonctionnement de la résidence autonomie**

A compter de 2024, le service évolue pour renforcer l'accompagnement des résidents en journée et accentuer la partie prévention santé, le lien social.

L'organisation du travail s'oriente vers une présence renforcée en journée des agents sociaux qui voient leurs conditions de travail évoluer, avec la suppression de la veille de nuit entre 22h et 6h30 et un travail en binôme sur les temps forts de la journée.

Dans le même temps, l'établissement se dote d'une téléassistance avec levée de doute, de vidéoprotection sur les parties communes et d'un accès sécurisé à la structure (porte magnétique à badge pour l'entrée principale).

✓ **Evolution des missions de l'infirmier coordinateur, au profit d'un programme d'actions de prévention de la fragilité à domicile et en établissement**

L'infirmier coordinateur santé est rattaché à la direction du CIAS. Il agit à compter de janvier 2024 au sein de la résidence autonomie (qui comportera à terme, 68 places d'accueil sur deux sites), et au sein du Clic.

Sur le volet prévention santé, il élabore, propose et met en œuvre un programme annuel de promotion et d'éducation à la santé et de prévention des risques liés au vieillissement, en tenant compte des ressources du territoire, des actions de la CFPPA, des besoins identifiés par les communes, des propositions des porteurs de projet. Il assure la préparation et l'animation d'ateliers mémoire à Foix et à Varilhes.

En lien avec la direction du CIAS, l'infirmier réceptionne, organise et évalue les demandes d'admission à la résidence autonomie, gère le suivi et la mise à jour de la liste d'attente. Il prépare et coordonne le parcours du résident en fonction de ses besoins, en cohérence avec son projet personnalisé dont l'infirmier coordinateur est le référent, de la phase d'admission jusqu'à la fin du séjour.

✓ **Travaux d'amélioration de la résidence à Varilhes**

La résidence autonomie, créée en 1996, poursuit la rénovation de ses espaces privatifs et collectifs. Démarré en 2019, un programme de rénovation est planifié notamment avec le soutien financier de la Carsat (PAI), visant à améliorer les prestations, offrir un meilleur confort et une esthétique renouvelée, ainsi qu'une mise en conformité avec la réglementation sur l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Les équipements de climatisation devront faire l'objet d'un renouvellement dans les espaces de circulation en R+1 et R+2 pour lutter contre les effets climatiques.

L'investissement sur la partie bâtementaire est porté annuellement par L'agglo Foix-Varilhes, propriétaire.

✓ **Construire une résidence autonomie à Foix**

L'étude des besoins a démontré la nécessité d'augmenter l'offre de logements en résidence autonomie, en complément des 34 logements existants à Varilhes.

La création d'une résidence autonomie à Foix répond à la double volonté de proposer une offre de logement adaptée et de participer à la revitalisation de la ville centre. L'établissement sera composé de 34 logements pour seniors autonomes et d'un logement dédié à trois jeunes travailleurs ou étudiants dans le but de mener des actions intergénérationnelles. La localisation du projet à proximité immédiate des commerces et de services, au cœur du centre-ville, permettra d'offrir aux résidents un cadre de vie accueillant et convivial au sein d'un quartier animé.

La résidence autonomie à Foix intègrera les locaux administratifs du Clic, garantissant un accueil dédié à la population s'orientant vers nos services aux aînés, et finalisant l'organisation d'un « guichet unique » sur chaque antenne, à Foix et Varilhes.

✓ **Agir contre l'isolement des personnes âgées sur l'ensemble du territoire**

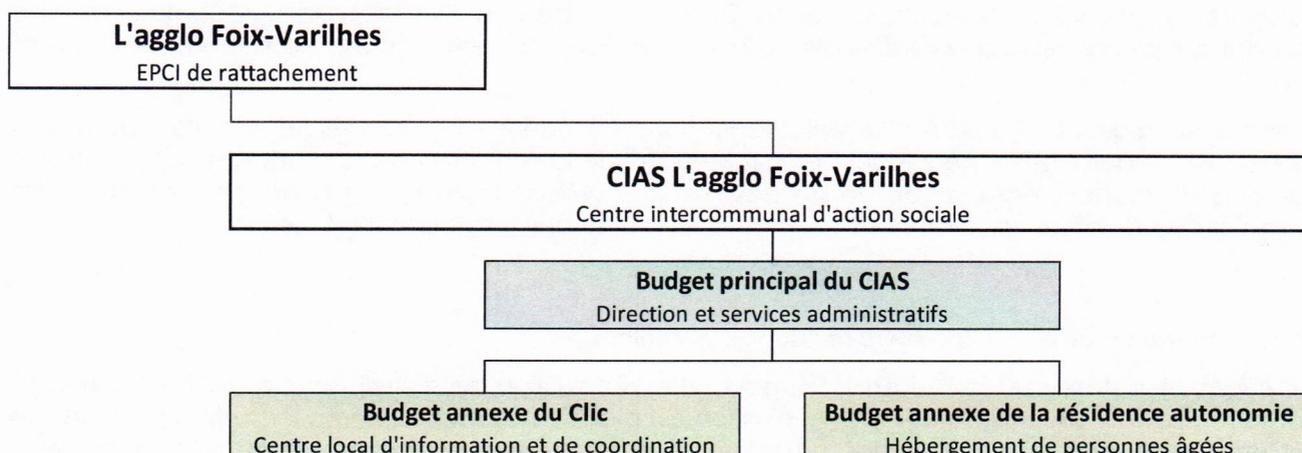
Prenant la suite du dispositif national « Monalisa », le CIAS s'est engagé dans un partenariat avec l'association des Petits Frères des Pauvres (PFP) qui coordonne sur le territoire de L'agglo la visite au domicile d'un bénévole formé, qui propose des temps de discussion, de lecture, d'activités ou de sorties. Mise en œuvre initialement à Foix, cette démarche de lutte contre l'isolement nécessitait d'être étendue à l'ensemble du territoire.

Le Clic s'engage à promouvoir les actions de lutte contre l'isolement, à identifier les besoins et attentes des personnes âgées concernées en présentant le partenariat avec les PFP. Également, le Clic s'engage à orienter vers l'association les personnes âgées volontaires et désireuses d'être mises en contact avec le référent de l'association des PFP.

Il organise en ce sens des événements grand public, pour sensibiliser à la solidarité intergénérationnelle et promouvoir l'implication citoyenne en direction des aînés.

2. Orientations budgétaires pour 2024

Le projet social de territoire, et la place particulière que le CIAS y tient, se traduisent dans une architecture budgétaire spécifique, directement en lien avec les missions assurées.



Ainsi, en tant qu'établissement public administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, rattaché auprès de L'agglo Foix-Varilhes, le CIAS voit son budget régi par l'instruction comptable M14 (« instruction budgétaire et comptable applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractères administratif »), et à partir de 2024 par l'instruction M57 qui y fait suite.

En revanche, la résidence autonomie comme le Clic, parce que relevant de la catégorie des établissements sociaux et médico-sociaux, voient chacun leur comptabilité retracée dans un budget distinct, soumis à l'instruction comptable M22 (« instruction budgétaire et comptable applicable aux établissements publics sociaux et médico-sociaux »). Ainsi, à côté du budget principal du CIAS retraçant les fonctions communes (administration générale, ressources humaines...) prennent place deux budgets annexes dédiés à la résidence autonomie et au Clic.

Cette distinction est essentielle au regard du conseil départemental de l'Ariège, collectivité responsable de la coordination gérontologique, et à ce titre en charge de l'autorisation et du financement des Clic, et autorité de tarification des résidences autonomie pour les logements habilités à l'aide sociale.

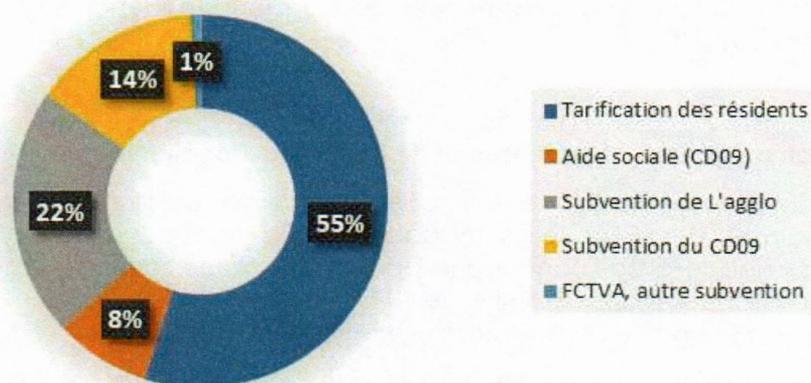
2.1. Le fonctionnement courant des services

Le fonctionnement courant des services, en recettes comme en dépenses, est distingué comptablement des dépenses et recettes impactant le patrimoine de l'établissement, que nous verrons dans une seconde partie (cf. 2.2).

2.1.1. Produits de fonctionnement

Les recettes du CIAS sont en lien direct avec les différentes actions menées par ses services, dans le cadre de l'accompagnement des personnes âgées.

Recettes de fonctionnement



✓ Tarification et attribution de l'aide sociale

La principale ressource du CIAS est celle qu'il perçoit auprès de ses principaux usagers, les occupants de la résidence autonomie à Varilhes, à travers la redevance mensuelle. Une réflexion d'ampleur a été menée sur les exercices 2022 et 2023 en vue d'ajuster la tarification de la résidence au plus près de la répartition des coûts : en effet, au fil des ans et des évolutions forfaitaires appliquées, les écarts de tarifs constatés entre résidents ne correspondaient plus à la réalité des prestations offertes. La redevance appelée a ainsi été refondue et lissée sur cinq ans, autour de trois composantes :

- Le loyer pour occupation d'un logement, T1 prime (environ 20m²) ou T1 bis (environ 30m²) : en lien avec les charges bâtementaires, cette composante est en bonne partie proportionnelle à la surface occupée.
- La redevance pour services collectifs : celle-ci retrace les services apportés à chaque résident, particulièrement l'accompagnement au quotidien et les activités d'animation et de prévention de la perte d'autonomie ; répondant à une logique de solidarité, elle a vocation à être la même pour tous (seuls les fluides – eau, électricité et chauffage – sont répartis au prorata des surfaces occupées).
- La prestation de restauration : contrairement aux deux autres, celle-ci n'est pas une prestation obligatoire, mais facturée selon l'utilisation réelle du service ; les résidents disposant d'une kitchenette sont ainsi à même de choisir la prise de repas en commun ou la confection par leurs soins dans leur logement.

Les résidents admis à l'aide sociale voient leur participation réduite à due concurrence de leurs capacités financières, le conseil départemental de l'Ariège assumant la différence (dans la limite de l'arrêté d'attribution de l'aide sociale).

Compte-tenu de la politique de tarification menée en lien avec le conseil départemental, le montant attendu s'élève à plus de 570 K€ pour 2024 (dont 35 à 40 K€ à la charge du département). Notons que les évolutions des tarifs pratiqués ces dernières années ne permettent pas de faire face au niveau élevé d'inflation constaté : si l'indice des prix a augmenté de plus de 12 % entre janvier 2021 et juillet 2023, les loyers et redevances pour services collectifs n'ont augmenté que de 4,2 %, avec une hausse de 1,9 % prévue au 1er janvier 2024. Concernant la restauration en revanche, le prix des repas suit l'inflation des produits alimentaires (repas fournis par la commune de Verniolle via la constitution d'un service commun) ; une hausse de 4 % est prévue pour 2024 (hors politique d'harmonisation), en-deçà des évolutions de marché (13,2 % de janvier à juillet 2023).

✓ **Forfait autonomie**

Outre l'aide sociale accordée à certains résidents (5 résidents actuellement), le conseil départemental participe activement à la vie quotidienne de la résidence, à travers le forfait autonomie : subvention d'un peu moins de 11 K€, destinée à financer des actions pour prévenir et accompagner la perte d'autonomie des résidents. Ce montant est reconduit d'année en année à un niveau quasi-identique, tandis que le coût annuel des actions menées au sein de la résidence s'élève à près de 16 K€ (cf. paragraphe ci-dessous).

✓ **Subvention du conseil départemental de l'Ariège au fonctionnement du Clic**

Le département intervient enfin au titre de sa compétence de coordination gérontologique, et finance directement l'activité des Clic. Dans le cadre de la contractualisation en place, le conseil départemental s'engage à co-financer une partie des frais de fonctionnement du Clic, au moyen d'une délibération annuelle, dans la limite de 80 % des charges de fonctionnement du service (et du plafond d'attribution fixé par le conseil départemental).

Cette subvention constitue la principale ressource du Clic (120 K€ annuels), après la participation de L'agglo.

✓ **Subvention d'équilibre de L'agglo**

Les services du Clic ne pouvant donner lieu à tarification des prestations délivrées auprès des personnes âgées et familles accompagnées, l'activité nécessite l'attribution d'une subvention d'équilibre, afin de combler le déficit structurel du service. La constitution du CIAS à l'été 2023 a permis de matérialiser le fort soutien de L'agglo, par l'inscription d'un montant de 75 000 € au titre de l'exercice 2023 (2nd semestre) ; pour 2024, la dotation sera reconduite à 150 K€ sur l'année pleine.

Dans une moindre mesure, les services administratifs du CIAS et la résidence bénéficient également du soutien de L'agglo :

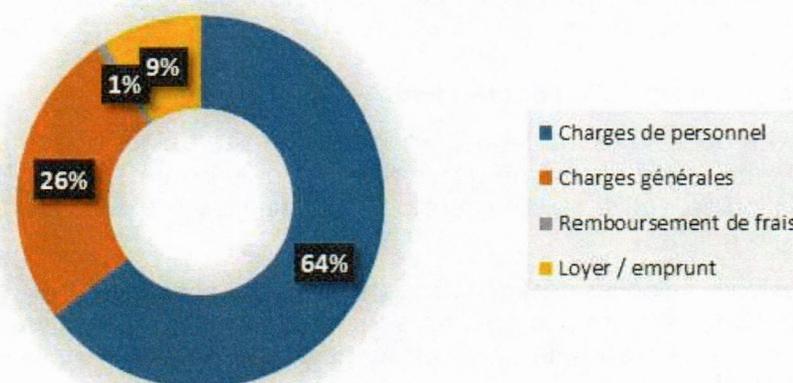
- 30 K€ pour le budget principal du CIAS, principalement pour faire face aux frais de personnel et frais d'administration
- 15 K€ pour le budget annexe résidence autonomie.

Notons que le budget de la résidence autonomie a vocation à être équilibré en dépenses et en recettes. L'établissement accuse toutefois un déficit structurel d'environ 80 000 € en année pleine, assumé jusque-là par le budget principal de L'agglo ; grâce à d'importants travaux de rationalisation dans l'organisation du service, ce déficit a pu être grandement réduit, mais ne peut être résorbé complètement sans une augmentation excessive des tarifs appliqués aux résidents.

2.1.2. Charges de fonctionnement

De par l'activité de service délivrée, la structure des dépenses sera essentiellement impactée par les charges de personnel, devant les frais liés au bâtiment, et les coûts des prestations achetées.

Dépenses de fonctionnement



✓ Charges de personnel, et leur répartition entre budgets

La création du CIAS au 1er juillet 2023 a impliqué le transfert à la même date du personnel exerçant les missions transférées, de L'agglo au CIAS. Ainsi, quatorze agents exerçant pleinement leurs fonctions au sein de la résidence autonomie et du Clic ont été transférés, qu'il s'agisse d'agents titulaires ou sous contrat à durée indéterminée.

Le CIAS assure donc depuis sa création le paiement de l'ensemble des charges de personnel (rémunérations, charges et frais divers). Un focus détaillé analyse ci-dessous les composantes et l'évolution de la masse salariale du CIAS.

Afin de retracer au plus juste le coût de chaque service, les charges de personnel versées au budget principal du CIAS font ensuite l'objet d'une refacturation à chacun des budgets annexes, résidence et Clic, au réel : 229 K€ pour le Clic, 276 K€ pour la résidence, et près de 20 K€ au budget principal.

✓ Frais de service commun des services supports

Le service commun constitue un outil juridique adapté pour regrouper les services de L'agglo et de son CIAS, en évitant la constitution de doublons. Afin d'assurer la continuité des services, mais aussi l'optimisation du fonctionnement du CIAS et la maîtrise des coûts induits, un tel service commun des services supports a été mis en place, et assure la gestion administrative, juridique, financière, de ressources humaines et technique, à raison de 25,9 ETP (24,48 ETP issus de L'agglo, et 1,42 ETP issus du CIAS).

Le remboursement des frais du service commun de L'agglo par le CIAS s'effectue sur la base de la quotité d'équivalents temps plein (ETP) mis en commun, et des missions assurées pour chaque partie ; le coût unitaire du service a été arrêté à 23,24 €, au vu de la moyenne des salaires bruts des agents.

La charge refacturée par L'agglo au CIAS est estimée à 54 K€, portés à 10 % sur le budget principal et 45 % sur chaque budget annexe.

✓ **Charge bâtementaire**

Le second poste de dépenses du CIAS a trait au bâtiment implanté à Varilhes, et hébergeant l'ensemble des services du CIAS (siège social, résidence autonomie et Clic) ; seul le Clic maintien une antenne à Foix, dans les locaux du siège de L'agglo.

Ce bâtiment demeure propriété de L'agglo qui a été à l'origine de sa construction ; la charge du remboursement de la dette (annuité stable de 78 K€, y compris les intérêts de la dette) est toutefois refacturée au CIAS, qui assume par ailleurs l'ensemble des frais du bâtiment :

- réparation du bâtiment et des matériels, maintenance : 13 K€
- fluides (eau, gaz, électricité) : 77 K€
- produits d'entretien : 3 K€

Les frais liés à l'occupation des locaux de L'agglo par le Clic (antenne à Foix) pourront faire l'objet d'une refacturation en fin d'exercice, au vu d'une répartition des charges (prorata).

Si les frais d'entretien, de réparation et de maintenance sont plutôt stables d'une année sur l'autre, en revanche l'inflation des produits énergétiques constatée depuis deux ans conduit à une grande prudence dans l'estimation des crédits.

✓ **Alimentation et restauration des résidents**

Le service des repas auprès des résidents à Varilhes est réalisé par les agents du CIAS, sur livraison de repas en liaison froide par la commune de Verniolle, dans le cadre d'un service commun ; le service commun restauration collective est ainsi géré par la commune (0,76 ETP), L'agglo et le CIAS (0,67 ETP) en sont membres.

Le coût des repas varie selon les catégories de convives et le type de repas commandé ; pour 2023, le coût unitaire du repas facturé à la résidence était de 5,50 € TTC le midi et 4,40 € TTC le soir pour un volume moyen de 8 900 repas le midi (84 % des résidents) et 8 100 repas le soir (76 % des résidents)(chiffres 2022).

Si le taux d'occupation de la résidence peut légèrement varier selon les années (en moyenne 95 % d'occupation, un peu moins en 2022-2023 du fait des travaux de réfection des salles de bain), le coût de fourniture avoisine les 90 K€.

Le coût unitaire de repas est réexaminé par les parties chaque année, avant la date d'adoption de leur budget. En cas de hausse des charges de fonctionnement, il pourra être procédé à une révision du coût du repas, après validation du nouveau tarif par chaque membre du service commun. L'estimation budgétaire ici présentée inclut une provision pour hausse de 5 %, par prudence.

Le projet d'établissement de la résidence consacre une place importante à la vie collective et aux moments de convivialité. Aussi a-t'il été décidé en 2023 de ne plus facturer les petits-déjeuners, mais d'en faire porter le coût au sein de la redevance pour services collectifs, comme c'était déjà le cas pour les collations et boissons distribuées en journée, et pour l'épicerie courante. Une enveloppe de 12 K€ est ainsi ouverte au budget de la résidence, inchangée par rapport à l'année précédente.

✓ **Prestations médico-sociales**

Abondé par subvention du conseil départemental de l'Ariège, et plus particulièrement soutenu financièrement par L'agglo, des actions d'animation et d'accompagnement pour prévenir la perte d'autonomie sont portées auprès des résidents. Ateliers, visites, pratiques physiques, activités culturelles... rythment ainsi la vie collective ; les prestations de service des intervenants sont calibrées à 16 K€ annuels, en plus des animations menées directement par les agents de la résidence.

✓ **Frais divers**

Une provision de 23 K€ est ouverte au budget pour couvrir l'ensemble des frais divers que le CIAS peut être amené à assurer pour son bon fonctionnement courant :

- Fournitures administratives, médicales ou hôtelières

- Frais d'impression
- Télécommunications, informatique
- Petit équipement courant
- Prestation de service ponctuelle
- Remboursement de frais à L'agglo...

Ces frais ayant été portés en grande partie jusque-là par le budget principal de L'agglo, et comptabilisés de manière indistincte, l'individualisation du CIAS amènera vraisemblablement à des ajustements en cours d'exercice, à la hausse comme à la baisse.

FOCUS : GESTION DU PERSONNEL

Le personnel du CIAS L'agglo Foix-Varilhes ayant été transféré à partir du 1^{er} juillet 2023, il n'y a pas d'élaboration de rapport social unique (RSU) en 2023. Le rapport d'orientations budgétaires de 2024 sera nourri du RSU de 2022 (portant donc sur les données sociales de 2021).

1. Structure des effectifs

Au 31 août 2023, le CIAS L'agglo Foix-Varilhes compte 14 agents sur emplois permanents, répartis comme suit :

Emplois permanents	Catégorie	Nombre de postes créés	Effectif pourvu	ETP pourvus	Dont temps non complets pourvus
Filière administrative					
Attaché territorial	A	2	1	1	
Rédacteur principal 1ère classe	B	1	1	1	
Filière technique					
Adjoint technique	C	1	1	0,57	1 à 20h
Filière sociale et médico-sociale					
Psychologue de classe normale	A	1	1	0,39	1 à 13h30
Infirmier soins généraux	A	1	1	1	
Assistant socio-éducatif cl except.	A	2	2	1,8	1 à 28h
Assistant socio-éducatif	A	1	0	-	
Agent social principal 1° classe	C	2	2	1,89	2 à 33h
Agent social principal 2° classe	C	1	1	1	
Agent social	C	4	4	3,89	2 à 33h
TOTAUX		16	14	12,53	

Profil	Age moyen	Age minimum	Age maximum
Titulaires	50 ans	38 ans	66 ans
Contractuels	49 ans	41 ans	63 ans

Le CIAS comporte deux services, le Clic et la résidence autonomie. Le personnel est réparti comme suit, en termes de gestion de temps annuel et de ventilations comptables (les répartitions sont exprimées en équivalence de temps plein : ETP). Dans le cadre de la stabilisation de bon fonctionnement du nouvel établissement, le CIAS connaîtra des évolutions d'organisations en 2024.

Evolutions de fin d'année 2023, ayant un impact sur le tableau des effectifs global annuel :

- Départ de la psychologue du Clic à compter du 1^{er} octobre 2023 (congé exceptionnel pour cumul d'activité pendant un an)
- Poursuite d'un contrat à durée déterminée à mi-temps en tant qu'auxiliaire de vie professionnelle aux côtés d'un agent titulaire en situation de handicap (CDD subventionné à 80 % par le FIPHFP)

2023			2024		
CIAS (admin)	Clic	Résidence	CIAS (admin)	Clic	Résidence
0,20 ETP	4,49 ETP	8,24 ETP	0,35 ETP	4,20 ETP	7,62 ETP
Total de 12,93 ETP			Total de 12,17 ETP		

Dépenses de personnel

Les charges de personnel représentent, sur l'ensemble des budgets du CIAS, 64 % des dépenses réelles de fonctionnement en 2023. Un équilibre de cette proportion est attendu pour 2024.

Le salaire des agents publics se décompose en plusieurs parties obligatoires :

- **Traitement de base indiciaire** : lié au grade et à l'ancienneté
- **Complément de traitement indiciaire (CTI)** : versé exclusivement à certaines fonctions des services médico-sociaux depuis avril 2022, en l'occurrence, il concerne les coordinatrices du Clic et les agents sociaux de la résidence autonomie
- **Régime indemnitaire (indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise_IFSE)** : lié aux fonctions occupées, appliqué selon une grille propre à l'établissement public
- **Nouvelle bonification indiciaire (NBI)** : liée à certaines fonctions ou missions, selon une liste actée par décret
- **Supplément familial de traitement (SFT)** : lié au nombre d'enfants à charge de l'agent public (quel que soit son profil et sa durée d'engagement)

Peuvent s'ajouter des heures complémentaires ou supplémentaires, conformément aux cadres réglementaire et interne en vigueur.

Le code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit en son article L.2331-2, une dépense obligatoire en termes d'actions sociales auprès de toute structure publique. En l'occurrence, au sein du CIAS L'agglo Foix-Varilhes, s'ajoutent les dépenses suivantes :

- participations en contrats santé et prévoyance labellisés
- titres restaurant
- adhésion au Centre national d'actions sociales (Cnas)

2.1. Traitements indiciaires

Salaire moyen brut global : **2 562 €**

Traitement de base indiciaire (TBI) moyen : **1 742 €**

Une revalorisation des indices de rémunérations est attendue au 1^{er} janvier 2024. Elle impacte le traitement de base indiciaire. A ce titre, une augmentation d'environ **9 000 €** est attendue sur le budget 2024.

Dans le cadre de l'évolution du projet social de la résidence autonomie, le personnel de ce service connaîtra un changement d'organisation de son temps de travail à compter du 1^{er} janvier 2024 : suppression du travail de nuit modifiant la répartition des plannings de travail et portant l'ensemble de l'équipe à temps complet. Ce dernier point porte notamment augmentation du temps de travail de trois agents sociaux, passant de 33 heures hebdomadaires à 36 heures, donc avec régime de récupération de temps de travail (RTT).

Sont soulignés, les départs en retraite en 2024 :

- Un agent social de la résidence autonomie, en février 2024 : poste non remplacé au vu de la réorganisation de service précitée
- L'assistante administrative de direction du CIAS, en juillet 2024 : poste à remplacer par un profil de catégorie inférieure (catégorie C et non catégorie B)

	2023	Prévisionnel 2024
Enveloppe annuelle du TBI	161 850 €, soit 323 700 € /an	325 000 €

A noter que le CTI, complément de traitement obligatoire comme précisé ci-dessus, représente une enveloppe annuelle de **36 000 €**.

2.2. Régimes indemnitaires

L'enveloppe 2023 de l'IFSE représente **19 500 €**.

Au vu des évolutions de services présentés ci-avant, une balance de dépenses nouvelles et minorées est attendue pour 2024. Néanmoins, le budget 2023 étant effectif sur un semestre, il est donc projeté une enveloppe de **39 000 €** pour le budget 2024.

S'agissant du complément indemnitaire annuel (CIA), régime indemnitaire variable et annuel, versé selon les conclusions des entretiens individuels des agents, cette ligne sera nouvelle pour le budget 2024 du CIAS. En effet, les versements sont opérés exclusivement en juin, conformément à la délibération en vigueur.

Il peut être projeté une enveloppe de **3 100 €** au vu des versements constatés en 2023 et des augmentations de temps de travail actés au 1^{er} janvier 2024.

2.3. Heures complémentaires et supplémentaires

Il convient de distinguer les heures complémentaires des heures supplémentaires. Les premières ne peuvent concerner que les agents à temps non complets ou temps partiels. Les secondes ne peuvent concerner que le paiement d'heures au-delà de 35 heures hebdomadaires.

Le règlement intérieur du personnel rappelle explicitement le cadre à respecter pour justifier de ce type d'heures.

Le budget 2023 fait apparaître **250 €** d'heures complémentaires et **400 €** d'heures supplémentaires. Ce budget, ramené en année pleine, doit être prévu pour l'année 2024.

Les postes principalement concernés par ces paiements d'heures sont les agents sociaux de la résidence autonomie.

2.4. Nouvelles bonifications indiciaires (NBI)

Deux agents sont concernés par le versement de NBI au sein du CIAS :

- le directeur du CIAS
- l'assistante administrative de direction

Un budget de **1 700 €** est constaté en 2023. Une très légère hausse est à prévoir pour 2024, liée au remplacement de l'assistante de direction, l'actuelle étant à temps partiel à raison de 90 %.

Pour 2024, est donc envisagé le budget de **1 740 €**.

2.5. Avantages en nature

Il n'y a pas d'avantages en nature attribués au personnel du CIAS L'agglo Foix-Varilhes.

2.6. Actions sociales

L'année 2023 ne comportant qu'un semestre, les coûts constatés des participations en santé et prévoyance, ainsi que les titres restaurant, doivent être rapportés en année pleine.

Une précision est pointée quant aux participations en termes de prévoyance, dont des discussions d'éventuelles revalorisations sont en cours de réflexions entre les membres du comité social territorial (CST). Ces discussions font notamment suite à l'accord-cadre national de juillet 2023, portant diverses précisions pour la mise en place des participations obligatoires applicables en 2025, pour la prévoyance.

D'autre part, le budget 2023 ne fait pas état de dépenses auprès du Cnas, les inscriptions annuelles s'effectuant sur le 1^{er} trimestre. Il n'y a pas eu de refacturation de L'agglo vers le CIAS pour le second semestre 2023. La dépense 2024 devra être pleinement portée par le CIAS.

	Participations santé et prévoyance	Titres restaurant	Cnas
Prévisionnel 2024	1 100 €	17 700 € dont 10 600 € charge CIAS	3 210 €
Agents bénéficiaires	8	15	15

Durée effective du travail annuel

La durée légale du temps de travail annuel portée à **1 607 heures** est bien en application au sein du CIAS L'agglo Foix-Varilhes, conformément aux textes législatifs en vigueur et au règlement intérieur du personnel.

Des régimes de récupération de temps de travail (RTT) sont en place :

- 37 heures pour les postes de direction, administratif et coordination Clic
- 36 heures pour les postes d'agents sociaux

La journée de solidarité est déduite du droit cumulé en RTT. S'agissant des agents à temps non complet, non soumis aux RTT, une déduction de 7 heures complémentaires par an est appliquée, donc non compensée ni en temps ni en salaire.

3. Situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

Répartition par filière :

	Femmes	Hommes
Filière administrative	1	1
Filière technique	-	1
Filière médico-sociale	11	-

Répartition par statut :

	Femmes	Hommes
Titulaire	10	2
Stagiaire	1	-
Contractuel sur emploi permanent	1	-

Répartition par tranche d'âge :

	Femmes	Hommes
Moins de 30 ans	-	-
30 à 40 ans	2	-
41 à 50 ans	4	1
51 à 60 ans	4	1
Plus de 60 ans	2	-

Répartition par temps de travail :

	Femmes	Hommes
Temps complet	6	1
Dont temps partiel	1	-
Temps non complet	6	1

2.2. Les opérations d'investissement

Actée dans *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, la construction d'une résidence autonomie au cœur du centre-ville de Foix constitue un projet phare de la mandature, et un investissement conséquent pour L'agglo, tout en répondant à une demande croissante de personnes âgées désireuses d'habiter à proximité de l'ensemble des services.

Conçue juridiquement comme une extension de la résidence existante sur le site de Foix, l'établissement comportera 34 logements supplémentaires pour accueillir des personnes âgées autonomes, ainsi que les parties communes et espaces de vie (cuisine, salle à manger, salles d'activités...). Les travaux prévus à commencer fin 2023 s'achèveront à l'été 2025, pour un montant prévisionnel de plus de 7,1 M€.

De même que pour l'établissement à Varilhes, les travaux sont portés par L'agglo, qui assure l'ensemble des dépenses (acquisitions foncières, études, travaux...) et des recettes (subventions, prêts...), et en conservera la propriété ; ceci permettra de mener à bien l'opération sans faire peser un coût d'investissement exorbitant sur les résidents, à travers une hausse des tarifs.

Une fois achevée, la résidence sera mise à disposition du CIAS contre loyer, destiné à couvrir tout ou partie des emprunts et coûts d'investissement initial.

Dégagé de cette charge d'investissement importante, le CIAS poursuit une politique d'investissement, essentiellement axée vers la rénovation de la résidence autonomie à Varilhes.

2.2.1. Ressources d'investissement

L'origine des recettes d'investissement peut être soit externe à l'établissement (subventions...) soit internes (autofinancement).

✓ Subvention de la Carsat dans le cadre du PAI annuel

La Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (Carsat) de Midi-Pyrénées apporte depuis plusieurs années son soutien financier dans le cadre d'un plan d'aide à l'investissement (PAI) pour la réalisation de travaux de modernisation de la résidence autonomie, et plus particulièrement pour l'amélioration du cadre de vie, du confort et de la sécurité des résidents.

Les travaux d'aménagement ou acquisitions d'équipements se voient ainsi subventionnés entre 60 et 100 % du montant HT, sur présentation d'un plan de financement détaillé ; prévus pour achèvement dans l'année civile, la réalisation peut dépasser sur un ou deux exercices suivants, sur justificatif.

Les financements sollicités dans le PAI regroupent généralement des travaux sur le bâtiment et des acquisitions d'équipements mobilier, c'est pourquoi depuis la constitution du CIAS L'agglo continue de porter la dépense en direct ; en fin de programme, le coût des investissements mobiliers est refacturé à la résidence, qui l'intègre à son patrimoine (valeur d'acquisition et subvention associée).

Pour 2024, la prévision de subvention sollicitée de la Carsat (projet de PAI en cours de finalisation) s'élèverait à un peu plus de 16 K€, pour un montant d'investissement mobilier de 20 K€ maximum (taux de subventionnement visé à 100 % du montant HT).

L'exercice verra également l'achèvement du programme 2023, et le transfert des équipements portés par L'agglo (restes à réaliser d'investissement, en dépense et en recette).

✓ FCTVA

Le fonds de compensation de la TVA permet aux collectivités et établissements du bloc local de bénéficier d'une compensation de la TVA acquittée sur leurs dépenses d'investissement et dépenses d'entretien des bâtiments principalement. Le CIAS, tout comme L'agglo, est éligible au FCTVA versé par l'Etat, au taux légal de 16,404 %.

Cependant, si L'agglo perçoit par exception ce financement l'année même de la dépense, le CIAS ne peut bénéficier de ce dispositif, et est soumis au régime de droit commun de versement en n+2.

Ainsi, les dépenses d'investissement 2024 du CIAS donnent lieu à compensation de la TVA versée :

- sur l'exercice, pour le PAI porté par L'agglo et transféré en fin d'année au CIAS (un peu plus de 3 K€ de FCTVA, pour un plan d'investissement de 20 K€)
- en 2026 pour les dépenses assurées directement par le CIAS (environ 2 K€, pour un équipement courant de 13 K€)

✓ Dotation aux amortissements

L'amortissement est la constatation comptable de la perte de valeur d'un élément d'actif résultant notamment de son usage ou du temps ; en pratique, cela conduit à l'inscription, en dépense de fonctionnement et recette d'investissement, d'une dotation financière venant en déduction des valeurs d'acquisition, et permettant de mobiliser une recette d'autofinancement pour son renouvellement.

L'actif du Clic et de la résidence ayant été transféré au nouveau CIAS, ce dernier est tenu d'amortir son patrimoine, sur la durée probable d'utilisation des biens ; une dotation d'environ 15 K€ est prévue à cet effet, venant abonder globalement la section d'investissement.

2.2.2. Emplois d'investissement

Les dépenses d'investissement reprennent essentiellement les plans d'aide à l'investissement annuels auprès de la Carsat, ainsi que des crédits disponibles pour dépenses non anticipées.

Deux PAI seront suivis dans le budget 2024 :

- ✓ **Plan d'investissement pour 2023** : renouvellement et amélioration des équipements de la buanderie, destinée à l'usage des résidents, et mise en place d'un système global de téléassistance (20,6 K€, subventionnés par la Carsat à hauteur de 60 %)

PAI Carsat 2023 - Nature de la dépense	Total HT	Total TTC	Carsat		FCTVA (n+2)	L'agglo
			%	Montant		
Equipelement buanderie	6.160,00 €	7.392,00 €	60%	3.696,00 €	1.212,58 €	2.483,42 €
Téléassistance	11.041,00 €	13.249,20 €	60%	6.624,00 €	2.173,40 €	4.451,80 €
Remplacement faux-plafonds	19.955,00 €	23.946,00 €	60%	11.973,00 €	3.928,10 €	8.044,90 €
Relamping	12.500,00 €	15.000,00 €	60%	7.500,00 €	2.460,60 €	5.039,40 €
Installation d'une porte d'entrée automatisée	19.984,00 €	23.980,80 €	100%	19.984,00 €	3.933,81 €	62,99 €
Total	69.640,00 €	83.568,00 €		49.777,00 €	13.708,49 €	20.082,51 €

- ✓ **Plan d'investissement pour 2024** : changement des équipements de la cuisine de la résidence (four et frigo professionnels, aménagement des espaces...), pour une meilleure qualité des repas servis aux résidents (20 K€, subvention sollicitée à 100 % du montant hors taxe)

Comme exposé dans la partie consacrée aux recettes d'investissement, ces dépenses sont portées par L'agglo, et donnent lieu en fin d'opération à refacturation au CIAS pour intégration à l'actif (valeur brute d'acquisition et subventions affectées).

En complément, une provision prudentielle pour dépenses non anticipées est ouverte, pour un montant de 15 K€ ; en l'absence de besoin, le montant sera reporté sur l'exercice suivant.

FOCUS SUR LA CHARGE DE LA DETTE : STRUCTURE ET GESTION DE L'ENCOURS DE DETTE

Le CIAS ne dispose d'aucun encours de dette qui lui aurait été transféré, et n'a pas vocation à en contracter.

En effet, de même que L'agglo conserve la propriété du patrimoine bâti, et réalise les travaux immobiliers sur son patrimoine, l'emprunt contracté au titre de la résidence autonomie a été conservé au budget principal de L'agglo, qui en poursuit l'amortissement.

L'actuel emprunt date de 2007, pour financer l'extension de la résidence, à hauteur d'1 M€ sur 20 ans ; contracté initialement auprès de Dexia à taux variable, il a été transféré en taux fixe à la Caisse française de financement local (CFFL) qui en assure le suivi. Le taux d'intérêt s'élève à 4,56 %, pour une annuité stable à environ 77 K€.

Au 31 décembre 2023, le capital restant dû s'élève à 277 191,09 €. Seules 4 échéances restent à régler, pour un remboursement complet au 1er septembre 2027.

Tableau d'amortissement de la dette :

Date d'échéance	CRD au 1er jan.	Capital	Intérêts	Annuité
01/09/2024	277.191,09 €	64.714,64 €	12.850,58 €	77.565,22 €
01/09/2025	212.476,45 €	67.678,57 €	9.823,49 €	77.502,06 €
01/09/2026	144.797,88 €	70.778,25 €	6.694,49 €	77.472,74 €
01/09/2027	74.019,63 €	74.019,63 €	3.422,17 €	77.441,80 €
Total	-	277.191,09 €	32.790,73 €	309.981,82 €

Le coût de cet emprunt est refacturé annuellement par L'agglo au CIAS, qui en assure donc in fine la charge financière.

Cette organisation est appelée à être poursuivie dans le cadre du projet d'extension de la résidence autonomie et de construction d'un établissement en centre-ville de Foix : le ou les emprunts nécessaires ont ainsi vocation à être souscrits par L'agglo pour financer les investissements à réaliser, et remis à la charge du CIAS.

2.3. Présentation globale et synthétique par budget

Le CIAS, bien qu'établissement public autonome, n'en demeure pas moins adossé à L'agglo, qui l'a créé et auprès de laquelle il est rattaché. Il assure pour son compte des missions de service public social, qui par définition ne répondent pas avant tout à des logiques économiques, mais de service à la population. Pas de gestion à but lucratif, ni même d'obligation d'équilibre financier ne sauraient s'y appliquer.

Ainsi, son fonctionnement régulier nécessite le soutien financier de L'agglo, accordé à sa constitution au travers d'une dotation initiale (moyens de fonctionnement quotidien) et chaque année par l'attribution d'une subvention de fonctionnement ; le soutien de L'agglo se matérialise également par le partage des services supports, *via* un service commun.

La clarté et la sincérité dans la production des comptes commandent ainsi de retracer au plus juste les coûts refacturés par L'agglo, et de tendre autant que possible vers un équilibre financier du service. Equilibre impossible pour le Clic, car l'activité du service ne donne pas lieu à tarification, mais à envisager pour la résidence : sa gestion a vocation à s'équilibrer, grâce aux actions d'optimisation en cours (exonération d'impôts et cotisations sociales, réorganisation de la veille de nuit et du temps de travail, éligibilité aux dotations et subventions). Dans un second temps, une certaine économie d'échelle pourra être attendue, avec l'extension de la résidence sur le site de Foix.

Les fluctuations des finances publiques qui bouleversent les administrations locales, et L'agglo en particulier, risquent donc, par ricochet, d'impacter fortement le budget du CIAS : suppression d'impositions directes locales, réforme des dotations ou de la péréquation, forte hausse de l'inflation et renchérissement de l'emprunt...

Les prévisions budgétaires présentées ici dans un contexte économique donné seront donc tributaires de ces variations, et nécessiteront sans doute d'être réactualisées en cours d'exercice.

2.3.1. Budget principal du CIAS

	Budget primitif pour 2024
Chapitre 70 Produits des services, du domaine et ventes diverses	504.805,48
Chapitre 74 Dotations, subventions et participations	32.000,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	536.805,48
Chapitre 011 Charges à caractère général	15.600,00
Chapitre 012 Charges de personnel et frais assimilés	520.950,59
Chapitre 65 Autres charges de gestion courante	254,89
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	536.805,48

2.3.2. Budget annexe CLIC

	Budget primitif pour 2024
Chapitre 017 Groupe 1 : Produits de la tarification	120.000,00
Chapitre 018 Groupe 2 : Autres produits relatifs à l'exploitation	150.000,00
Chapitre 019 Groupe 3 : Produits financiers et produits non encaissables	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	270.000,00
Chapitre 011 Groupe 1 : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13.700,00
Chapitre 012 Groupe 2 : Dépenses afférentes au personnel	253.579,30
Chapitre 016 Groupe 3 : Dépenses afférentes à la structure	2.720,70
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	270.000,00

	Budget primitif pour 2024
Chapitre 10 Dotations, fonds divers et réserves	250,66
Chapitre 28 Amortissements des immobilisations	1.277,38
RECETTES D'INVESTISSEMENT	1.528,04
Chapitre 21 Immobilisations corporelles	1.528,04
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1.528,04

2.3.3. Budget annexe résidence autonomie

	Budget primitif pour 2024
Chapitre 002 Résultat d'exécution de la section d'exploitation reporté	9.991,93
Chapitre 017 Groupe 1 : Produits de la tarification	573.755,12
Chapitre 018 Groupe 2 : Autres produits relatifs à l'exploitation	11.878,26
Chapitre 019 Groupe 3 : Produits financiers et produits non encaissables	15.000,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	610.625,31
Chapitre 011 Groupe 1 : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	204.554,52
Chapitre 012 Groupe 2 : Dépenses afférentes au personnel	300.416,90
Chapitre 016 Groupe 3 : Dépenses afférentes à la structure	105.653,89
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	610.625,31

	Budget primitif pour 2024
Chapitre 001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	1.975,99
Chapitre 10 Dotations, fonds divers et réserves	5.834,16
Chapitre 13 Subventions d'investissement	16.666,67
Chapitre 16 Emprunts et dettes assimilées	8.000,00
Chapitre 28 Amortissements des immobilisations	11.088,67
RECETTES D'INVESTISSEMENT	43.565,49
Chapitre 16 Emprunts et dettes assimilées	8.000,00
Chapitre 21 Immobilisations corporelles	35.565,49
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	43.565,49

3. Perspectives financières du CIAS à moyen terme

Plusieurs axes de développement simultanés vont être poursuivis sur les prochaines années, tant sur la stabilité financière du CIAS que pour l'amélioration de la qualité de service actuelle et l'accroissement des prestations à destination des personnes âgées.

3.1. Renforcer l'équilibre financier de la résidence

Comme abordé dans la deuxième partie de ce rapport, les services administratifs du CIAS et les actions menées par le Clic constituent par définition des missions de service public non productives de revenus : une subvention de fonctionnement de L'agglo, établissement de rattachement, demeure indispensable à leur poursuite. Dans une optique de bonne gestion et d'économie des deniers publics, des efforts de rationalisation de l'activité et d'optimisation des recettes et des dépenses sont prévus, afin de recalibrer cette subvention tout en maintenant une qualité de service de bon niveau.

Pour mémoire, la subvention 2024 s'élève à 30 K€ pour le budget principal du CIAS, et 150 K€ pour le budget annexe Clic.

Concernant la résidence autonomie, l'objectif d'équilibre financier est plus prégnant, les redevances perçues auprès de résidents ayant vocation à couvrir les coûts du service. Ces dernières années, d'importants travaux d'optimisation ont été menés et sont en cours par la direction avec le soutien des services supports :

✓ **en recettes :**

- refonte de la politique tarifaire, afin que chaque composante retrace les charges réelles, et de l'indexer partiellement sur l'inflation ; en parallèle, revue des conditions d'application de l'aide sociale, au soutien des résidents les plus fragiles
- recherche active de subventions, et notamment reconduction du partenariat annuel avec la Carsat pour l'amélioration des conditions d'accueil
- évolutions comptables, pour étendre l'éligibilité au FCTVA des dépenses d'investissement et d'entretien des bâtiments

✓ **en dépenses :**

- exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour le bâtiment de la résidence
- exonération de cotisations sociales versées
- nouvelle organisation des services, permettant de mettre fin aux horaires de nuit, tout en maintenant une assistance en continu (téléassistance et astreinte)

Ces actions ont permis de diminuer le déficit résiduel supporté par L'agglo, de 80 K€ en année pleine sur les dernières années, à seulement 15 K€ environ pour 2024.

Ce processus devra être poursuivi sur les prochaines années, en vue de la baisse progressive de la subvention d'équilibre, sans que soit affectée la qualité de service ni détériorées les conditions d'exercice des missions par les agents.

Parmi les pistes envisagées : maintien des évolutions tarifaires de fourniture de repas en-deçà de l'inflation ; économies d'échelle attendues avec la construction d'une résidence à Foix (extension de l'actuelle résidence sur un 2nd site, sans doubler l'ensemble des structures et moyens d'exploitation) ; poursuite de la réorganisation des services.

3.2. Construction d'une extension de la résidence en centre-ville de Foix

Le projet de construction d'un établissement à Foix, acté initialement dans *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, arrive dorénavant dans sa phase opérationnelle.

L'extension a été autorisée pour une capacité supplémentaire de 34 places par arrêté du conseil départemental du 28 décembre 2021 ; les études de faisabilité (2021) puis de maîtrise d'œuvre (2022) ainsi que l'acquisition foncière (2022-2023) permettent d'envisager le commencement des travaux début 2024.

Les dernières évaluations financières, en amont de l'ouverture des offres des entreprises de bâtiment, font état d'un coût global de l'ordre de 7,1 M€, selon le détail présenté ci-dessous :

Dépenses	Total
Acquisition foncier	369.000
Travaux	4.686.245
Honoraires techniques	620.000
Révision de prix (5% sur 1 révision)	234.312
Imprévus et aléas (5%)	234.312
Total HT	6.143.870
TVA	960.938
Total dépenses TTC	7.104.808

Recettes	Total
Etat (DETR/DSIL/Fonds vert)	1.000.000
Cnav - Carsat (aide à l'investissement)	400.000
Département (Autonomie)	387.572
Total subventions	1.787.572
Emprunt Carsat (taux zéro)	800.000
Emprunt Caisse des dépôts (PLS)	2.258.376
Total emprunts	3.058.376
FCTVA	1.104.942
Autofinancement	1.153.918
Total recettes	7.104.808

Comme cela a été fait lors de l'acquisition de patrimoine en 2007, nécessaire à l'extension de la résidence, la charge des emprunts souscrits serait reportée sur le CIAS, à travers la perception d'un loyer à partir de 2026. Dans un contexte de durcissement des conditions de prêts et de renchérissement de l'offre, la passation des contrats bancaires revêtira un enjeu de premier ordre, afin de maintenir les équilibres financiers.

D'ores-et-déjà, un premier exercice de prospective financière a été mené, permettant d'identifier le montant et l'évolution des principaux postes de charges et de produits, et d'en confirmer l'équilibre financier à terme.

La Vice présidente déléguée
Annie BOUBY



CIAS L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du conseil d'administration du CIAS L'agglo
Foix-Varilhes**

Séance du 20 septembre 2023 à 14h

REÇU LE :
10 OCT. 2023
SGCD FOIX

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres ne prenant pas part au vote	Votants
17	5	0	5

Par suite d'une convocation en date du 14 septembre, les membres composant le conseil d'administration du CIAS L'agglo Foix-Varilhes se sont réunis le mercredi 20 septembre à 14h, au siège de L'agglo Foix-Varilhes, 1A avenue du Général de Gaulle 09000 à Foix, sous la présidence d'Annie Bouby.

PRÉSENTS : Annie Bouby, Daniel Besnard, Danielle Carrière, Nathalie Maury, Marie-France Basset Berges.

ABSENTS : Thomas Fromentin, Mina Achary, Lawrence Bories, Philippe Fabry, Raymond Fis, Anne-Lise Delpy, Bruno Sans, Sophie Privat, Cathy Guintoli, Edith Authié, Sarah Teachout, Catherine Bazex Gnemmi.

La vice-présidente ouvre la séance à 14h et propose la désignation de Daniel Besnard comme secrétaire de séance ; il est élu à l'unanimité.

2023/030 CIAS

Rapporteur : Annie Bouby

Assemblées / Adoption du projet de service « Projet de solidarités humaines »

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L311-4 ;

Vu les statuts constitutifs du CIAS L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la loi 2015-1778 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu le Décret 2016-696 relatif aux résidences autonomie et portant diverses dispositions relatives aux établissements médico-sociaux pour personnes âgées

Vu l'arrêté du 21/12/2016 portant renouvellement de l'autorisation de la résidence autonomie Bleu Printemps à Varilhes pour 15 ans

Vu l'arrêté 06/02/2002 cosigné par M. le préfet de l'Ariège et M. le Président du Conseil départemental, portant création du CLIC

Vu la décision de labellisation du CLIC du 28/05/2004 niveau III.

Il est rappelé que :

Le **projet de service** est un document obligatoire qui permet d'affirmer les valeurs qui l'animent en lien avec les droits des usagers, d'expliciter le fondement philosophique de l'action de la collectivité, son organisation et ses orientations.

Il est avant tout l'état à atteindre dans le futur, et comporte une dimension dynamique. Le projet de service est donc une proposition, un souhait, un but à atteindre autour desquels différents acteurs se regroupent, avec des moyens et une organisation pour parvenir à leur réalisation.

La loi du 2 janvier 2002 redéfinit le projet : « pour chaque service ou service social ou médico-social, il est élaboré un projet de service, qui définit ses objectifs, notamment en matière de coordination, de coopération et d'évaluation des activités et de la qualité des

prestations, ainsi que ses modalités d'organisation et de fonctionnement.

Ce projet est établi pour une durée maximale de cinq ans après consultation du Conseil de la vie sociale, le cas échéant, après mise en œuvre d'une autre forme de participation.

Dans le cadre de la démarche d'évaluation interne et externe, il est l'outil qui permet d'identifier clairement le service et ses orientations.

Il va servir de base à l'élaboration de l'ensemble des documents du service, en permettant aux professionnels de situer leurs actions dans un système de valeurs de références, en engageant les décideurs et donc l'ensemble des salariés de la structure.

Ce projet de service est d'abord l'émanation du projet de territoire de L'agglo : Agglo 2026, un projet pour notre territoire déclinant 8 actions et 12 actions comme base de la politique de L'agglo via son CIAS, en direction des personnes âgées.

Il est aussi le fruit d'un travail collaboratif : élus de la commission solidarité de L'agglo, équipe de professionnels, Conseil de vie sociale, usagers. Bien que rédigé pour une durée de cinq ans, il est évolutif et pourra être amendé en fonction des évolutions du service, de la commande politique, et bien entendu lors de la création de la future résidence autonomie à Foix.

Il est proposé d'adopter le projet de service tel que présenté et composé :

- Du socle général rappelant les grands principes de la politique en direction des personnes âgées et qui constitue la base de travail du CIAS :
 - Améliorer et développer l'offre d'hébergement des personnes âgées
 - Développer et améliorer les services et actions en faveur de la prise en charge des questions liées au vieillissement
- Du projet de service du CLIC 2021-2026
- Du projet d'établissement de la résidence autonomie 2021-2026.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ

Article 1 : ADOPTE le projet de solidarités humaines tel que présenté en annexe avec ses trois parties : le socle général, le projet de service du CLIC et le projet d'établissement de la résidence autonomie.

Article 2 : AUTORISE la vice-présidente à signer tout document nécessaire à la mise œuvre de la présente délibération.

Fait et délibéré, le 20 septembre 2023.

La vice-présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme
La vice-présidente,
Annie Bouby



REÇU LE :

10 OCT. 2023

SGCD FOIX

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du CIAS L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



REÇU LE :

10 OCT. 2023

SGCD FOIX

Projet de solidarités humaines

**Centre intercommunal d'action sociale
CIAS**

L'agglo Foix-Varilhes

2021-2026

INTRODUCTION

L'année 2021 a marqué l'ambition commune des élus de L'agglo Foix-Varilhes pour notre territoire, avec un projet global adopté à l'unanimité au terme de sept mois de travail collectif.

Ce projet de territoire s'articule autour de trois ambitions : attractivité, solidarités et transitions écologiques. Ensemble nous agissons chaque jour, au plus près des habitantes et des habitants, grâce à nos services publics performants.

Cette énergie collective a permis la création du CIAS avec ses orientations en matière d'action sociale d'intérêt communautaire, que ce **projet de solidarités humaines** introduit pour fixer le cap des documents règlementaires de la résidence autonomie et du Clic.

Thomas Fromentin
Président du Cias L'agglo Foix-Varilhes

Consciente des enjeux liés à l'évolution démographique, L'agglo Foix-Varilhes a souhaité anticiper les problématiques liées au vieillissement de sa population, en gérant depuis 2017 le Clic, avec le soutien du Département, et la résidence autonomie Bleu printemps implantée à Varilhes.

Le Clic, désormais géré par le CIAS, est dédié à l'accompagnement des habitants de 60 ans et plus, ainsi que des majeurs en situation de handicap. Il a pour objectif d'assurer une égalité d'accès à l'information, aux services et à l'accompagnement pour le maintien à domicile, ou pour l'évolution du parcours résidentiel.

La résidence autonomie (ex foyer logement), créée en 1996, accueille des personnes âgées autonomes en hébergement privatif, et propose des prestations dont les objectifs mêlent confort de vie, sécurité, maintien de l'autonomie, vie sociale et ouverture sur la vie du village.

Ce projet de solidarité, élaboré en relation avec les acteurs du territoire, a été rédigé en tenant compte du bilan de nos évaluations internes. Il prépare la feuille de route du CIAS pour les cinq années à venir et permet de rendre compte des évolutions. Le plan d'action en est la déclinaison opérationnelle, en adéquation avec le projet de territoire de L'agglo qui a fait de l'accompagnement des séniors une priorité.

Ce projet est un point de départ et est appelé à évoluer. Il réaffirme l'engagement de ses acteurs et au-delà de l'aspect règlementaire, permet de recentrer les valeurs de nos services autour de l'accompagnement de l'utilisateur. L'équipe veillera à le mettre en œuvre, à l'évaluer, en partenariat avec les acteurs du secteur gérontologique mais aussi avec les usagers, les familles.

Il sera consultable sur le site www.agglo-foix-varilhes.fr, rubrique CIAS, pour répondre à une volonté de transparence vis-à-vis des utilisateurs, qu'ils soient professionnels, usagers ou élus.

Je tiens à souligner et saluer le professionnalisme des équipes qui assurent ces missions dans le respect de la personne et avec engagement, ainsi que le réseau de partenaires qui s'implique quotidiennement, tant dans l'accompagnement individuel que dans les actions collectives que nous menons ensemble.

Annie Bouby
Vice-présidente du CIAS Foix-Varilhes

1 - Les orientations du projet de territoire de L'agglo 2020-2026

L'agglo est engagée dans la mise en œuvre d'une politique coordonnée et efficiente pour venir en aide aux personnes les plus fragiles de notre société, du jeune enfant à la personne âgée. L'offre de services collectifs à destination des familles est indispensable à l'attractivité du territoire et représente un fort potentiel de création d'emplois, tant publics que privés.

Mais au-delà, elle témoigne d'une volonté de rassembler, fédérer les différents acteurs autour d'un projet de territoire dans lequel les solidarités humaines, factrices de cohésion sociale, ont toute leur place.

Les besoins qui s'expriment en termes de services et d'accompagnement changent et s'amplifient. Ils nécessitent des réponses ambitieuses au travers notamment d'une meilleure articulation des dispositifs et des acteurs au niveau local.

L'allongement de la durée de vie, la diversification des situations familiales et professionnelles, le fort développement des pratiques culturelles et sportives au sein d'une population soucieuse de son épanouissement personnel, sont autant de situations à prendre en compte pour répondre aux besoins du territoire.

En agissant au cœur des solidarités humaines, par sa compétence *action sociale d'intérêt communautaire*, L'agglo souhaite offrir des outils de protection et de cohésion mais également de santé et de loisirs culturels et sportifs pour améliorer le bien-être de tous.

Ainsi, elle a créé un centre intercommunal d'action sociale (CIAS) par délibération du 5 avril 2023 en lui confiant l'exercice d'une partie de sa compétence en matière d'action sociale.

Le CIAS gère, par les décisions de son conseil d'administration, les affaires liées au Clic et à la résidence autonomie dans le cadre d'un service commun avec L'agglo, sa collectivité de rattachement.

2 - L'exercice de la compétence *action sociale d'intérêt communautaire* : nos ressources et notre offre de service

Voir organigramme du CIAS en annexe 1

Le CIAS L'agglo Foix-Varilhes a pour objet, tel que défini dans ses statuts constitutifs :

- L'élaboration et la mise en place d'un programme dans le cadre du vieillissement de la personne, la mise en place d'une stratégie d'actions et la coordination des acteurs intervenant dans ce domaine.
- L'animation d'une politique globale de développement des conditions d'accueils des personnes âgées.
- L'étude, la création, la mise en place, la gestion, l'entretien, le financement du centre local d'information et de coordination (Clic).
- L'entretien, la gestion d'équipements collectifs à caractère social à destination des personnes âgées.
- La réalisation d'actions et de projets dans les champs de l'autonomie.

Dans cet exercice, le CIAS décline et met en œuvre une politique de solidarité et d'aide aux plus vulnérables, autour des axes majeurs suivants :

AMÉLIORER ET DÉVELOPPER L'OFFRE D'HÉBERGEMENT DES PERSONNES ÂGÉES

L'accueil des personnes âgées dans des établissements adaptés à leur situation et leur parcours de vie représente un enjeu important de santé publique et d'aménagement du territoire. Le projet de territoire agglo amène sa pierre à l'édifice.

- **Construire une résidence autonomie à Foix**

Contexte et enjeux : L'agglo fait face à une demande croissante de personnes âgées ou en situation de handicap désireuses d'habiter à proximité des services.

C'est pourquoi une solution d'hébergement adaptée pour ces publics apparaît pertinente dans le cœur de Foix, quartier prioritaire de la politique de la ville et territoire ne disposant pas de résidence autonomie. Cet établissement sera conçu pour accueillir une offre innovante en direction des personnes âgées, correspondant au plus juste à la demande et aux besoins du public autonome.

- **Poursuivre la rénovation de la résidence autonomie à Varilhes**

Contexte et enjeux : la résidence autonomie située à Varilhes propose 30 logements et des espaces et services collectifs divers (restauration, entretien du linge, animations et prévention, sécurité à domicile, aide administrative). Elle propose un accompagnement personnalisé des aînés et de leur famille pour rompre l'isolement tout en vivant chez soi. Le confort et la qualité de vie des résidents sont au cœur des préoccupations de L'agglo qui assure la pérennité de l'établissement grâce à un entretien et des travaux réguliers.

DÉVELOPPER ET AMÉLIORER LES SERVICES ET ACTIONS EN FAVEUR DE LA PRISE EN CHARGE DES QUESTIONS LIÉES AU VIEILLISSEMENT

En parallèle à la question de l'hébergement, il s'agit de développer ou améliorer le service global aux personnes âgées du territoire, qu'elles se trouvent au domicile ou en hébergement, en mettant en œuvre des actions spécifiques de prévention, d'information, de soutien et d'accompagnement.

- **Finaliser l'organisation du guichet unique du Clic sur les sites de Foix et de Varilhes**

Contexte et enjeux : la loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement vise à construire une société où chacun puisse bien vieillir. L'arrêté du Conseil départemental autorisant le fonctionnement du Clic Foix-Varilhes et portant sa labellisation au niveau III permet de compléter ses missions par la mise en œuvre du plan d'aide. Le Clic a vocation à devenir la porte d'entrée unique pour la prise en charge de la personne âgée (ou majeure en situation de handicap) dans ses dimensions physique, psychique et sociale.

- **Mettre en place un programme d'actions de prévention de la perte d'autonomie**

Contexte et enjeux : le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens avec le Conseil départemental de l'Ariège fixe notamment les objectifs en matière d'activité, de qualité de prise en charge et d'accompagnement dans la prévention des pertes d'autonomie. La politique sociale du CIAS en faveur des personnes âgées s'inscrit dans ces attentes et développe des projets et un programme d'actions en faveur du bien vieillir, notamment en relation avec le programme national Icope dont l'Ariège est département pilote, et développé par le Gérontopôle de Toulouse.

- **Agir contre l'isolement des personnes âgées sur l'ensemble du territoire**

Contexte et enjeux : prenant la suite du dispositif national Monalisa, le CIAS s'est désormais engagé dans un partenariat avec l'association des Petits Frères des Pauvres qui coordonne sur le territoire de L'agglo la visite au domicile d'un bénévole formé, qui propose des temps de discussion, de lecture, d'activités ou de sorties. Mise en œuvre à Foix, cette démarche de lutte contre l'isolement nécessitait d'être étendue à l'ensemble du territoire.

- **Mettre en œuvre la convention d'objectifs avec l'association Bleu printemps**

Contexte et enjeux : la convention d'objectifs 2020-2023 avec l'association Bleu printemps fixe les modalités de maintien des personnes âgées à domicile. En accord avec les orientations de la politique en faveur des personnes âgées, les acteurs souhaitent formaliser un partenariat permettant d'assurer un accompagnement au domicile au plus proche des besoins des

usagers et en cohérence avec le projet global de soutien aux personnes âgées ou en situation de handicap.

3 - Les enjeux du projet de service du CIAS

Ce projet est le résultat, opérationnel, d'une réflexion collective sur ce que souhaitent réaliser les élus de L'agglo, sur la manière dont ils veulent le faire et dans quels délais.

Il trouve sa continuité avec le projet d'établissement de la résidence autonomie et le projet de service du Clic.

Des raisons d'exister :

Au-delà de son caractère obligatoire, le **projet de service** permet d'affirmer les valeurs qui l'animent en lien avec les droits des usagers, d'expliciter le fondement idéologique de l'action de L'agglo, son organisation et ses orientations.

Il est avant tout l'état à atteindre dans le futur, et comporte une dimension dynamique. Le projet de service est donc une proposition, une ambition, un but à atteindre autour desquels différents acteurs se regroupent, avec des moyens et une organisation pour parvenir à leur réalisation.

La loi du 2 janvier 2002 redéfinit le projet : « pour chaque service ou service social ou médico-social, il est élaboré un projet de service, qui définit ses objectifs, notamment en matière de coordination, de coopération et d'évaluation des activités et de la qualité des prestations, ainsi que ses modalités d'organisation et de fonctionnement ».

Ce projet est établi pour une durée maximale de cinq ans après consultation du Conseil de la vie sociale, le cas échéant, après mise en œuvre d'une autre forme de participation.

Dans le cadre de la démarche d'évaluation interne et externe, il est l'outil qui permet d'identifier clairement le service et ses orientations.

Il sert de base à l'élaboration de l'ensemble des documents du service, en permettant aux professionnels de situer leurs actions dans un système de valeurs de références, en engageant les décideurs et donc l'ensemble des salariés de la structure.

Valeurs, éthique et déontologie :

Comme bien d'autres partenaires au quotidien, nous nous engageons pour rendre concret le droit à une vie pleinement humaine de toute personne, qui se trouve dans une forme de fragilité ou de dépendance liée à l'âge, à la maladie ou au handicap.

De la petite enfance à l'âge adulte, nous dépendons constamment au fil de l'existence des soins des autres, de leurs travaux, de leur attention, de leurs compétences. Il appartient ainsi à la condition humaine d'être exposée à la fatigue, à la maladie et à la mort.

La singularité de notre travail est de combiner les exigences professionnelles (avec leurs normes strictes et leurs critères techniques) avec la dimension humaine voire affective qui est indispensable, car elle seule donne du sens et permet de « réussir ».

Fiers de cette mission, nous la menons dans une dimension éthique qui constitue le point de départ de nos actions. Cette éthique définit le cadre, le climat, l'atmosphère dans lesquels s'inscrivent les gestes et les décisions du quotidien.

Avec les principes qui nous guident, Il nous appartient aussi de laisser la place aux solutions diverses à élaborer ou inventer, en fonction des situations particulières qui surgissent chaque jour.

Nous sommes convaincus que l'éthique n'est pas un dogme rigide et détaillé, mais plutôt un état d'esprit, de cœur et de discernement permanent.

Le nombre de personnes en perte d'autonomie va s'accroître considérablement, et la réflexion sur les mesures à prendre s'avère urgente.

Dans le même temps, le grand âge et les vulnérabilités qui l'accompagnent sont encore mal connus de l'opinion. Les priorités généralement accordées au rendement, à la productivité, à la suractivité, tendent à reléguer trop souvent les personnes qui ne sont plus jugées pleinement utiles dans une marge considérée comme négligeable.

Nous souhaitons donc participer à cette lutte contre toute forme « d'âgisme », en faisant savoir et faisant comprendre que la part de vie du grand âge existe, avec sa dignité et sa plénitude, avec ses capacités à continuer à apprendre et à transmettre, malgré des capacités parfois altérées.

Notre éthique au sein du service et des établissements participera à rendre la vie plus humaine, plus pleine et plus enjouée.

4 - Gouvernance et méthodologie du projet de service

Grand principe :

Le projet de service du CIAS est global et transversal, dans la mesure où il rassemble les orientations des deux services, Clic et résidence autonomie, gérés et administrés avec une exigence de mutualisation, d'efficacité, de complémentarité des compétences.

Il est rédigé en s'appuyant sur les recommandations des bonnes pratiques professionnelles de la Haute autorité de santé (HAS).

Dans une démarche agile et une dynamique de changement, il traduit la volonté pluridisciplinaire, visant la construction d'actions au bénéfice des personnes âgées ou en situation de handicap. Ce projet est construit avec le concours des professionnels, des usagers et des partenaires fédérés autour de cette démarche.

Un comité de pilotage a été constitué, composé de la vice-présidente de L'agglo en charge des solidarités (vice-présidente du CIAS), de la directrice du pôle, du directeur du CIAS, des professionnels du Clic et de la résidence autonomie, d'usagers et leurs représentants.

Méthodologie et déroulement du processus :

Quatre groupes de travail thématiques ont été constitués, pilotés par la commission solidarité de L'agglo et composés de professionnels des services concernés, élus, partenaires associatifs et institutionnels. Les usagers sont partie prenante via les enquêtes de satisfaction.

Ces groupes ont eu en charge de mener des réflexions sur l'état des lieux et les pistes d'évolution du projet de service à savoir :

- 1- Projet d'établissement de la résidence autonomie
- 2- Lutte contre l'isolement des personnes âgées
- 3- Animation et coordination des actions de prévention de la perte d'autonomie
- 4- Coordination gériatrique avec les services d'aide à domicile du territoire

En parallèle de ces travaux, les instances représentatives sont informées et consultées (conseil de la vie sociale).

Au terme de ces échanges pluridisciplinaires, la commission solidarité rend compte de ses propositions d'évolution à la gouvernance, en charge des délibérations pour mettre en œuvre les actions du projet de service.

5 - Contextualisation

Service aux personnes âgées : de qui parle-t-on ?

Depuis l'élargissement des actions et missions confiées par le Département, en lien avec le schéma départemental de l'autonomie, notre service intervient en direction des personnes âgées mais aussi de tout public majeur en situation de handicap.

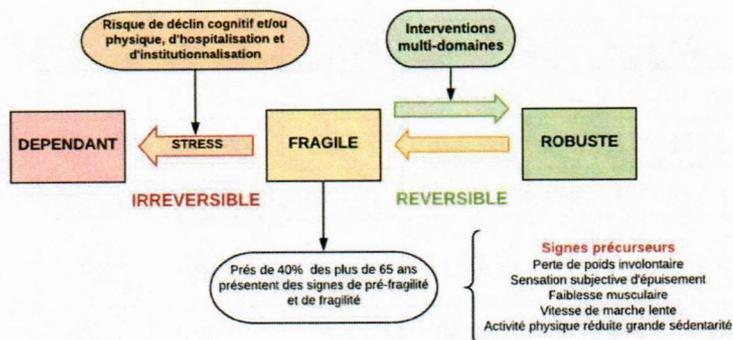
Quelques éléments de langage :

Une personne âgée ne se définit pas selon son âge.

La perte d'autonomie concerne des individus atteints de facteurs de morbidité à l'origine d'un handicap ou une atteinte sensorielle (cécité, surdité...).

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le vieillissement se définit selon les réserves physiologiques et des comorbidités en trois groupes :

- ✓ Personnes âgées « robustes »
- ✓ Personnes âgées « fragiles »
- ✓ Personnes âgées « dépendantes »



D'après Buchner et al. Age Ageing 25:386-91, 1996

Que cache le terme « fragilité » ?

La population âgée est caractérisée par son extrême hétérogénéité. On peut distinguer trois modes évolutifs principaux de vieillissement.

1. Le vieillissement « robuste et usuel » avec une absence ou une atteinte très minime des fonctions physiologiques et une absence de pathologie comprenant environ 50% de la population. C'est l'un des objectifs principaux de la gériatrie préventive. Ce modèle implique à la fois le fonctionnement physique, mental et psychosocial avec une dimension subjective importante incluant les notions de « bien-être » et de « satisfaction de vie ».

2. Le vieillissement « fragile » avec quelques atteintes des fonctions physiologiques souvent infra clinique et sans rapport avec une pathologie bien définie. Le terme de fragilité est un concept gériatrique récent qui suggère un état d'instabilité avec risque de perte fonctionnelle ou de majoration de la perte fonctionnelle existante. La fragilité est définie comme une diminution de réserves physiologiques de la personne vieillissante. L'adaptation du sujet aux différents événements stressants de la vie (psychologiques, accidentels ou maladies) étant plus difficile, il est plus à risque de perte d'autonomie. La fragilité est donc un état instable avec risque de perte d'une fonction. Il s'agit par ailleurs d'un état réversible. Ces deux caractéristiques (instabilité et réversibilité) soulignent toute l'importance du diagnostic de fragilité.

3. Le vieillissement avec « dépendance » fréquemment associé aux pathologies sévères évolutives ou compliquées et/ou handicap. Cela concerne environ 10% des personnes âgées. Ces personnes sont dépendantes, fréquemment hospitalisées ou en institution. Cet état engendre une consommation de soins importants. Malgré les efforts et les moyens délivrés pour aider ces personnes, leur état de dépendance est le plus souvent irréversible.

Source Pôle de gériatrie, Chiva.

6 - Données démographiques et territoriales

La population ariégeoise est en augmentation avec un rythme d'accroissement annuel de + 0,9 % (0,5% en France), expliquée en partie par le besoin des citoyens de trouver des lieux de vie agréables et un peu excentrés, tout en restant à proximité des villes.

Nous comptabilisons en Ariège 52 400 personnes âgées de plus de 60 ans, dont 19 800 de plus de 75 ans et 5 360 de plus de 85 ans.

L'Ariège se situe au 12^{ème} rang des départements de France comptant une part importante de personnes de plus de 60 ans. Parmi cette population, le grand âge va connaître une très forte croissance au cours des prochaines années.

Tableau – Evolution et projection de la population de plus de 60 ans en Ariège

Tranches d'âges	En 2008		En 2020		En 2040	
	Nombre	Part	Nombre	Part	Nombre	Part
Plus de 60 ans	42 632	28,38%	52 425	34,4%	72 100	37,5%
Dont plus de 75 ans	18 422	12,26%	19 811	13%	34 100	17,73%
Selon le détail suivant :						
- de 75 à 84 ans	13 488	8,97%	14 411	9,45%	22 100	11,5%
- 85 ans et plus	4 934	3,28%	5 360	3,52%	12 000	6,2%
Ensemble	150 201	100%	152 398	100%	192 300	100%

Détail par commune de L'agglomération Foix-Varilhes - Population de plus de 60 ans (source Insee 2019)

	Population totale	60 à 74 ans		75 ans et +		Total des + 60ans	
		Nbre	Part / population totale	Nbre	Part / population totale	Nbre	Part / population totale
Secteur Sud (ex comcom du Pays de Foix) (24 communes)	20 813	4 320	20,74%	2 403	12%	6 723	32%
Arabaux	81	14	17,8%	6	6,8%	20	24,6%
Baulou	169	44	25,8%	6	3,6%	50	29,4%
Bénac	179	46	25,4%	25	14,1%	71	39,5%
Brassac	620	161	26%	47	7,6%	208	33,6%
Burret	42	8	18,2%	4	9,1%	12	27,3%
Celles	157	34	21,7%	15	9,8%	49	31,5%
Cos	394	91	23%	28	7,1%	119	30,1%
Ferrières	753	152	20,2%	86	11,5%	238	31,7%
Foix	9 493	1 890	19,9%	1 256	13,2%	3 146	33,1%
Ganac	726	182	25,1%	58	8%	240	33,1%
L'Herm	196	34	17,6%	14	7,2%	48	24,8%
Le Bosc	109	39	35,7%	9	7,8%	48	43,5%
Loubières	355	66	18,7%	24	6,8%	90	25,5%
Montgaillard	1 484	310	20,9%	229	15,4%	539	36,3%
Montoulieu	408	75	18,3%	34	8,4%	109	26,7%
Pradières	119	30	24,8%	10	8,3%	40	33,1%
Prayols	368	67	18,3%	32	8,6%	99	26,9%
Saint-Jean-de-Verges	1 275	250	19,6%	125	9,8%	375	29,4%
Saint-Martin-de-Caralp	363	73	20%	35	9,7%	108	29,7%
Saint-Paul-de-Jarrat	1 330	268	20,2%	142	10,7%	410	30,9%
Saint-Pierre-de-Rivière	665	149	22,3%	67	10,1%	216	32,4%
Serres-sur-Arget	680	164	24,1%	58	8,6%	222	32,7%
Soula	174	44	25,4%	20	11,3%	64	36,7%
Vernajoul	673	129	19,2%	73	10,8%	202	30,0%

	Population totale	60 à 74 ans		75 ans et +		Total des + 60ans	
		Nbre	Part / population totale	Nbre	Part / population totale	Nbre	Part / population totale
Secteur Nord (ex comcom du canton de Varilhes) (18 communes)	11 134	2025	18%	1 109	10%	3134	28%
Artix	121	25	20,7%	14	11,6%	39	32,3%
Calzan	34	4	12,3%	2	6,3%	6	18,6%
Cazaux	37	9	25,6%	4	10,3%	13	35,9%
Coussa	282	59	21,0%	15	5,4%	74	26,4%
Crampagna	864	167	19,3%	47	5,5%	214	24,8%
Dalou	770	142	18,4%	74	9,6%	216	28,0%
Gudas	202	27	13,4%	5	2,7%	32	16,1%
Loubens	281	56	19,9%	19	6,8%	75	26,7%
Malléon	78	12	15,6%	2	2,6%	14	18,2%
Montegut-Plantaurel	335	43	12,7%	31	9,2%	74	21,9%
Rieux-de-Pelleport	1 284	220	17,2%	81	6,3%	301	23,5%
Saint-Bauzeil	58	12	20,3%	2	3,4%	14	23,7%
Saint-Félix-de-Rieutord	464	72	15,6%	20	4,3%	92	19,9%
Ségura	187	38	20,2%	14	7,4%	52	27,6%
Varilhes	3 495	615	17,6%	425	12,2%	1040	29,8%
Ventenac	234	41	17,5%	22	9,4%	63	26,9%
Verniolle	2 252	438	19,4%	319	14,2%	757	33,6%
Vira	156	45	28,8%	13	8,3%	58	37,1%
Total L'agglomération Foix-Varilhes	Population	Les 60 à 74 ans		75 ans et +		Total des +60ans	
	31 947	6 345	20%	3 512	11%	9 857	31%

Démographie sur le territoire de L'agglomération Foix Varilhes :

Celui-ci enregistre une augmentation de 13% des 75 ans et plus sur les 10 dernières années (Insee 2009-2019).

Nous pouvons observer une part élevée et en augmentation des 60-74ans, soit des « jeunes seniors » d'aujourd'hui qui auront de plus en plus de besoins dans les années à venir.

Les 60 ans et plus représentent 9 858 individus sur L'agglo Foix-Varilhes. Si les tendances des dernières années se poursuivent, cette tranche d'âge devrait représenter 11 357 habitants à horizon 2029 (source : profil thématique senior – ITHEA juin 2023).

Malgré une entrée en institution aujourd'hui plus tardive (après 85 ans), les plus de 75 ans doivent être pris en compte concernant les politiques de prévention à venir.

La part de la population des plus de 60 ans sur le secteur Nord (ex. du canton de Varilhes) s'élève à 28% ; la même part sur le canton de Foix est légèrement supérieure, soit 32%.

12% de la population du secteur Sud (ex du canton de Foix) est âgée de plus de 75 ans (13,2% sur la ville de Foix) ; le grand âge y est davantage représenté que sur le secteur Nord, où il est inférieur de deux points.

Les femmes sont deux fois plus représentées dans cette catégorie des séniors (espérance de vie plus élevée, facteurs génétiques et mode de vie généralement plus sain).

Pour mémoire, en 2012, le nombre de Fuxéens bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement en établissement pour personnes âgées s'élevait à 34 (source : analyse des besoins sociaux, CCAS de Foix 2012).

Au plan départemental, l'assemblée des élus s'est prononcée pour une amélioration de la politique à destination des personnes âgées et en situation de handicap, par la réalisation d'un Schéma unique de l'autonomie 2016-2020.

Il s'agit notamment de prendre en compte l'évolution démographique, les projections établies à l'horizon 2040 tablant sur une **progression de 80% du nombre de personnes âgées d'au moins 65 ans**, par rapport au nombre recensé en 2008 (source : Insee).

Dans la même dynamique, le **nombre de personnes âgées de 75 ans et plus** passerait en Ariège de 19 642 (en 2022) à 34 100 (en 2040).

Au regard de ce contexte prévisionnel, le CIAS de L'agglo se positionne comme l'un des partenaires clés associé à l'élaboration et à la mise en œuvre des actions prioritaires du Département.

7 - Implication dans le Schéma de l'autonomie du Conseil départemental

Ce Schéma unique départemental a vocation à répondre aux défis majeurs de la politique en faveur des secteurs gérontologiques et du handicap. Le projet de service du CIAS s'inscrit pleinement dans cette démarche et ses grandes orientations.

Le Schéma 2016-2020 piloté par le Département ciblait notamment les objectifs suivants :

* Mettre en place une gouvernance autonomie :

- Confirmer les Clic comme outil de territoire avec un rôle de coordination et de suivi des personnes âgées et en situation de handicap y compris sur le volet dépistage, aide aux aidants.
- Installer la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie.
- Accompagner l'installation de la MAIA a portée départementale.
- Améliorer le système d'information en vue d'anticiper les réponses aux besoins des usagers.
- Inscrire le département dans les projets de santé du territoire en étant force de proposition.

* Faire évoluer la gouvernance des organismes gestionnaires et aller vers une approche territoriale et mutualisée des ressources :

- Aider les organismes gestionnaires à mettre en place des projets de coopération.
- Mettre en place un dialogue de gestion avec les ESMS engageant sur la prise en compte des orientations du schéma départemental.
- Faire évoluer la gouvernance des organismes gestionnaires.

- Adapter le système de tarification dans la perspective de la réforme.

* Prévenir la perte d'autonomie en agissant sur tous les niveaux de prévention :

- Améliorer l'information et la prévention pour diminuer les risques d'apparition des situations de handicap et de vulnérabilité, notamment au travers des missions des Clic en direction des familles, de l'entourage et des professionnels.

- Améliorer le repérage des fragilités dans la lignée des travaux du CHU de Toulouse et du Gérontopôle, en favorisant une orientation le plus tôt possible.

- Développer la cohérence des actions de prévention déjà conduites en lien avec la CFPPA.

- Etablir un programme pluriannuel piloté à l'échelle départementale.

* Faciliter la continuité des parcours de vie :

- Développer de nouveaux modes d'accueil et d'habitat collectif pour les personnes âgées et en situation de handicap.

- Développer l'offre d'accueil temporaire sur chaque territoire pour ces publics.

- Développer des réponses adaptées aux personnes en situation de handicap en particulier vieillissantes et en situation de handicap psychique.

- Favoriser l'accompagnement et l'activité des publics en situation de handicap.

- Piloter le dispositif sur la logique de projet de vie.

- Développer l'offre au service des personnes âgées en vue d'anticiper les ruptures de parcours et de soin.

* Favoriser la participation sociale et citoyenne des personnes en situation de handicap et personnes âgées :

- Adapter l'environnement de la personne et favoriser l'accession et le maintien dans le logement.

- Développer l'accessibilité aux activités sportives, de tourisme et de loisir.

- Améliorer l'accès aux droits et aux soins des personnes en perte d'autonomie.

* Accompagner les intervenants au quotidien :

- Par l'intermédiaire des Clic, soutenir les aidants au quotidien en diminuant les situations de souffrance, au-delà des offres d'accueil temporaire ou permanent.

- Soutenir les professionnels en simplifiant les démarches administratives, créant des outils communs (saisie en ligne, portail citoyen) et en favorisant les échanges entre eux.

* Mobiliser les nouvelles technologies au service de la prévention et du maintien de l'autonomie :

- Positionner les nouvelles technologies comme des offres complémentaires aux aides techniques et humaines, en mesurer l'impact économique.

- Informer davantage professionnels et grand public sur les technologies et actions développées par la pépinière d'entreprise.

8 - L'hébergement des personnes âgées – du foyer logement à la résidence autonomie

Voir le projet d'établissement de la résidence autonomie (annexe 2).

Le décret n° 2016-696 du 27 mai 2016 pris en application de la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement concernant les résidences autonomie a été publié au Journal officiel le 29 mai 2016.

Les foyers logements qui constituaient la composante principale des établissements non médicalisés pour personnes âgées, se sont vus requalifier en résidences autonomie.

Le changement d'appellation est corrélé avec un changement de contenu, avec un fort accent mis sur la prévention de la perte d'autonomie et l'entretien des capacités qui dépassent largement la mission originelle des logements foyers.

Une des ambitions de la loi d'adaptation de la société au vieillissement (ASV) est de permettre aux personnes âgées de préserver au mieux leur autonomie, en leur apportant un soutien en fonction de leurs besoins. La loi renforce le rôle et la place des résidences autonomie dans le panel des « habitats intermédiaires », notamment avec la modernisation de cette offre et la valorisation de sa mission de prévention (ouverture sur la cité, en associant des personnes âgées extérieures et financement des actions de prévention de la perte d'autonomie, avec le forfait autonomie).

La résidence autonomie Bleu printemps est un établissement médico-social au sens du code de l'action sociale et des familles (CASF) codifiant notamment la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, les logements foyers ayant l'objet d'un cadre juridique révisé lors de la loi ASV – accompagnement de la société au vieillissement du 28 décembre 2015.

La résidence bénéficie du statut d'Ehpa (établissement d'hébergement pour personnes âgées).

Le CIAS de L'agglomération Foix-Varilhes assure la responsabilité et la gestion de la résidence autonomie Bleu printemps depuis mai 2023, prenant la suite de la gestion directe par L'agglomération.

L'établissement bénéficie d'une autorisation de fonctionner par arrêté de la présidente du Conseil départemental, et fait l'objet d'un contrôle de ses activités (date du dernier arrêté d'autorisation : 3 janvier 2017 - échéance 3 janvier 2032).

Il répond aux normes d'attribution de l'allocation personnalisée au logement (APL) et de l'allocation de logement social (ALS).

La résidence autonomie bénéficie d'un agrément total pour 34 places, et comprend 29 logements dont un dédié à de l'hébergement temporaire.

Partiellement habilitée à l'aide sociale départementale pour six places, la résidence autonomie fait l'objet d'une tarification qui détermine, avec le Conseil départemental, le tarif journalier d'hébergement.

Ces dispositions d'aide sociale permettent pour les six places habilitées, de recevoir les publics dont les ressources sont inférieures au coût de l'hébergement fixé par le CIAS annuellement.

La demande d'hébergement en Ehpa : recueil des demandes et diagnostic du territoire

L'Ariège compte seulement quatre résidences autonomie représentant 86 appartements, soit 4,5 places pour 1 000 habitants âgés d'au moins 75 ans.

Sur le secteur de Nord, les données chiffrées des deux dernières années montrent un réel attrait des aînés pour la résidence Bleu printemps : l'établissement a enregistré 11 nouveaux contrats de séjour en 2020 (dont 5 temporaires).

Entre 2018 et 2019, 14 nouveaux résidents avaient déjà intégré l'établissement dont une personne en situation de handicap.

Les motivations et motifs d'admission sont centrés autour de la solitude et la demande de vie sociale, le veuvage, le rapprochement de la sphère familiale, l'accès aux services de proximité, l'habitat inadapté dans une prise de conscience des effets du vieillissement.

70% des résidents se situent en GIR 5 et 6, et 25% en GIR 4.

L'âge moyen des résidents est de 87 ans (amplitude de 65 à 98 ans en 2020).

En août 2022, 10 personnes restent sur liste d'attente dite « active », compte tenu de l'entretien préalable avec la direction et de la visite de l'établissement confirmant la demande d'admission.

En parallèle, 13 personnes ont déposé et maintenu un dossier de demande d'admission pour une entrée souhaitée et envisagée dans les prochains mois. Les demandes de renseignements en vue d'un projet de demande d'admission sont, quant à elles, quasi quotidiennes.

Sur le **secteur Sud**, le projet de résidence autonomie à Foix s'inscrit pleinement dans la politique de la ville. Le diagnostic préalable à la signature du contrat de ville pointait en effet des besoins spécifiques non satisfaits au sein du quartier prioritaire et notamment :

- Une demande de logements accessibles et adaptés au centre ancien (personnes âgées ou handicapées).
- Un besoin en logements sociaux.
- Une insuffisance d'équipements spécifiques type foyer logement.

Des enjeux sont identifiés :

- Mettre en œuvre des prescriptions architecturales garantissant des projets de qualité.
- Lutter contre le mal logement en renforçant l'évaluation technique des situations et en diversifiant l'offre à destination des publics cibles (insertion, étudiants, personnes âgées ou handicapées).
- Proposer des opérations mêlant habitat, équipements et aménagements pour reconfigurer des îlots en répondant à la diversité des besoins.

Le projet de L'agglo d'une résidence à Foix répond par ailleurs aux orientations du programme local de l'habitat (PLH) intercommunal.

Le diagnostic préalable à la réalisation de ce PLH pointait le phénomène de vieillissement important que va subir le territoire dans les années à venir. La structure actuelle de la pyramide des âges dominée par des personnes de 50 à 60 ans laisse présager une accélération du phénomène à court et moyen termes.

Dans l'orientation n°4, action 4.1 « proposer des solutions d'habitat variées et adaptées aux personnes âgées et aux personnes handicapées » le PLH fixe les objectifs suivants :

- Favoriser l'adaptation des logements à la perte d'autonomie liée au vieillissement dans une logique de maintien à domicile et d'amélioration des conditions de vie.
- Favoriser la mise en accessibilité des logements à destination des personnes handicapées.
- Expérimenter des solutions d'habitat alternatives du type d'habitat partagé ou béguinage à proximité des commodités (équipements, services, commerces) et d'une offre de transports collectifs.

La demande d'admission en résidence autonomie sur le secteur de Foix

L'évolution du projet de territoire de L'agglo s'est appuyée sur une concertation citoyenne. Dans ce contexte d'information au grand public, L'agglo a déjà reçu 20 courriers d'usagers faisant état d'une demande d'admission dans la future résidence autonomie à Foix. A l'image de Varilhès, une attention particulière sera portée sur l'accueil en séjour des personnes en situation de handicap, dans la limite des 15% autorisés.

Clic

Centre local d'information et de coordination gérontologique

Projet de service 2021-2026

Clic - Centre local d'information et de coordination gérontologique

Siège social : 10 avenue Jacques Carrié 09120 Varilhes

Accueil public :

- Varilhes, 10 avenue Jacques Carrié (dans les locaux de la résidence autonomie)
- Foix, 1A Avenue du Général de Gaulle (dans les locaux de L'agglo)

Contacts :

- Varilhes : 05 61 60 84 88 – clicvarilhes@agglo-pfv.fr
- Foix : 05 34 09 84 44

Nature juridique : service médico-social

Code Siret : 200 100 477 00021

Code Finess : 090003302

Date de labellisation niveau III par le Conseil départemental de l'Ariège : 28 mai 2004

Zone d'intervention géographique : les 42 communes de L'agglo Foix-Varilhes

Préambule :

L'article L.311-8 du code de l'action sociale et des familles (CASF) stipule que, « pour chaque établissement ou service médico-social, il est élaboré un projet d'établissement ou de service, qui définit ses objectifs, notamment en matière de coordination, de coopération et d'évaluation des activités et de la qualité des prestations, ainsi que ses modalités d'organisation et de fonctionnement. Ce projet est établi pour une durée maximale de cinq ans après consultation du Conseil de vie sociale ou, le cas échéant, après mise en œuvre d'une autre forme de participation ».

Qui sommes-nous ?

Le Clic est un guichet d'accueil, d'information et de coordination ouverts aux personnes âgées et en situation de handicap (PA/PSH) et à leur entourage, ainsi qu'aux professionnels de la gérontologie et du maintien à domicile. Il constitue en ce sens le lieu d'information privilégié des personnes âgées et de leur entourage.

Via ses professionnels, il permet d'obtenir toutes les informations utiles pour la vie quotidienne : aides financières, maintien à domicile, amélioration de l'habitat, structures d'hébergement, mesures de protection, santé, loisirs, vie sociale et relationnelle.

C'est aussi un lieu d'information, de formation et de coordination pour les professionnels de la gérontologie, les services et les établissements accueillant des PA/PSH. Les professionnels du Clic travaillent en lien avec les professionnels de la gérontologie du secteur.

Le Clic est un service médico-social labellisé intégrant un cahier des charges initialement décidé dans un plan pluriannuel 2001/2005 pour la création d'un réseau national des Clic (DGAS).

Le Clic est organisé pour répondre aux besoins des personnes âgées ou en situation de handicap du territoire, impliquant ses compétences en lien avec les axes du schéma départemental de l'autonomie.

Ses interventions visent à :

- Prévenir la perte d'autonomie.
- Faciliter la continuité des parcours de vie.
- Faciliter la participation citoyenne des personnes âgées et/ou en situation de handicap.
- Accompagner les professionnels et les aidants.

Le Clic Foix-Varilhes est **labellisé de niveau 3**, ce qui intègre :

- L'information de la personne âgée et de son entourage et l'orientation vers les services et solutions localement disponibles. Les professionnels du Clic facilitent les démarches à entreprendre.
- L'évaluation de la situation et des besoins de la personne et l'élaboration d'un plan d'aide individuel.
- Le suivi et la coordination du plan d'aide personnalisé en collaboration avec les intervenants extérieurs.

Le Clic met également en place des actions de prévention. Il participe ou organise des conférences, propose des groupes de parole, des actions ou ateliers collectifs.

Historique du service :

Créés dès 2003 sur les cantons de Foix et de Varilhes, le Clic de Foix et celui de Varilhes étaient à l'origine administrés respectivement par les Communautés de communes du Pays de Foix et du Canton de Varilhes.

L'agglo Foix-Varilhes, créée en janvier 2017, a intégré ces deux Clic pour mettre en œuvre un seul et même service administré par L'agglo : le Clic Foix-Varilhes.

Dans ce cadre, les deux équipes ont sont unifiées et le fonctionnement du service harmonisé sur le nouveau territoire, avec un nouvel arrêté d'autorisation du Conseil départemental.

Le territoire :

Pour structurer son implantation au service des populations, le Clic répartit ses moyens sur deux antennes :

Antenne de Foix : bureaux administratifs situés 1A avenue du Général de Gaulle à Foix, transitoirement au siège de L'agglo. Accessibles aux personnes à mobilité réduite, ils permettent de mener des entretiens individuels et des réunions de travail, des ateliers collectifs. Ils ne disposent pas d'accueil spécialisé dédié, celui-ci est assuré par les coordinatrices.

Antenne de Varilhes : située 10 avenue Jacques Carrié, au sein de la résidence autonomie Bleu printemps depuis février 2020. Cette position particulière constitue à Varilhes un point unique d'accès des familles au service des personnes âgées (accueil commun et spécialisé Clic / résidence autonomie).

L'antenne dispose d'un bureau administratif, d'un espace accueil, d'espaces d'animation dédiés aux ateliers collectifs ou réunions partenariales.

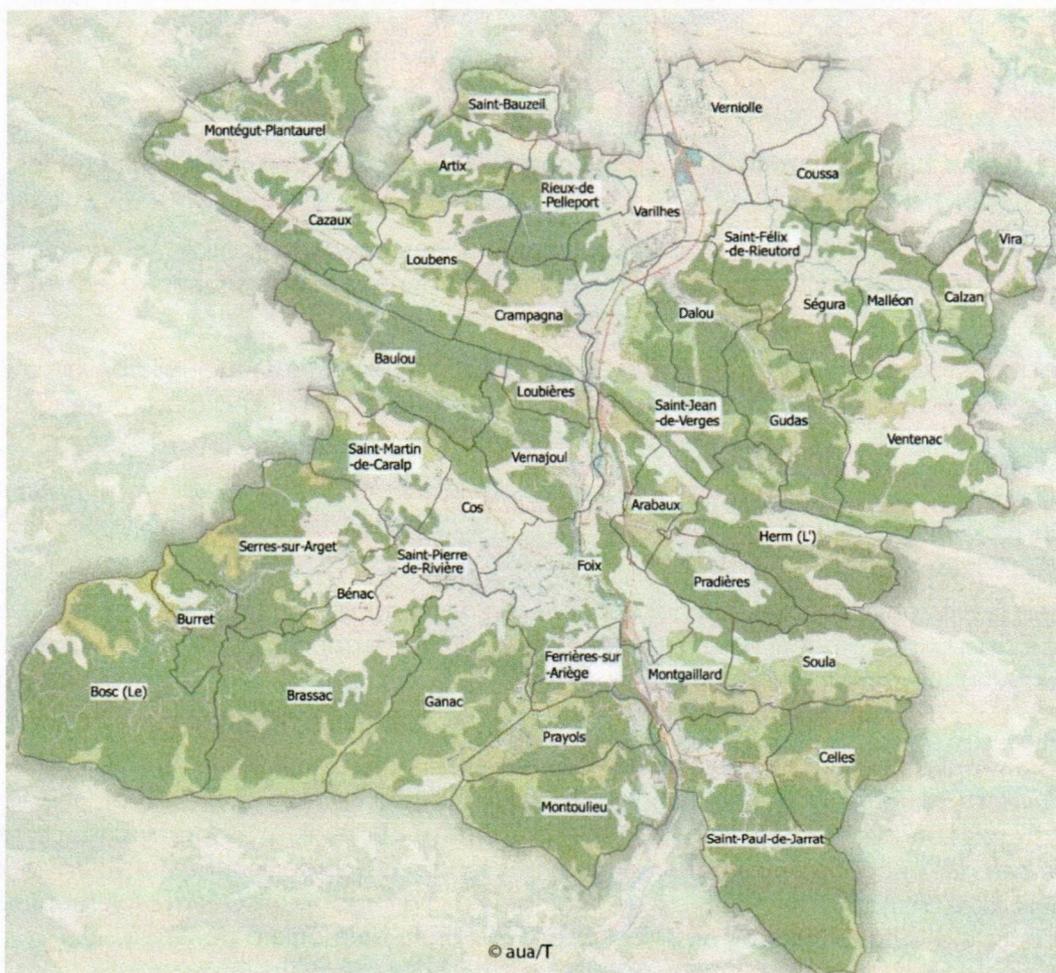
Cartographie : le Clic intervient sur les 42 communes de L'agglo Foix-Varilhes.

Population de L'agglo : 32 986 habitants (Insee 2023).

Sur le territoire de L'agglo en 2019, 31% de la population a plus de 60 ans (Insee 2019).

Les + 60 ans représentent à cette date environ 9858 personnes sur le territoire de L'agglo (projection 10 586 personnes en 2024).

Carte intercommunale :



Notre cadre de référence :

- Circulaire du 6 juin 2000 : expérimentation en 2000 des Clic sur 25 sites pilotes et annonce d'une programmation pluriannuelle de développement des Clic 2000-2005.
- Circulaire du 18 mai 2001 relative aux centres locaux d'information et de coordination qui précise les modalités de labellisation des Clic.
- Loi du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie.
- Loi du 2 janvier 2002 relative à la rénovation de l'action sociale et médicosociale. La loi reconnaît les Clic comme services médico sociaux et promeut le droit des usagers par la mise en œuvre d'outils (livret d'accueil, contrat individuel, règlement de fonctionnement, parole de l'utilisateur et projet de service).
- Loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales avec un transfert de compétence de l'État vers les Départements.
- Lettre de la direction générale de l'action sociale (DGAS) du 16 septembre 2004 relative aux Clic et aux réseaux de santé gérontologiques.
- Loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement (ASV) pensée autour de trois piliers : anticiper pour prévenir la perte d'autonomie, adapter la société au vieillissement, accompagner la perte d'autonomie.
- CASF, art 76 de la loi du 28 décembre 2015 : le Département définit et met en œuvre l'action sociale en faveur des personnes âgées et de leurs aidants. Il coordonne, dans le cadre du schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale, les actions menées par les différents intervenants, y compris en faveur des proches aidants. Le Département veille à la couverture territoriale et à la cohérence des actions respectives des organismes et des professionnels qui assurent des missions d'information, de coordination des actions destinées aux personnes âgées, notamment les Clic, les institutions et professionnels mettant en œuvre la méthode MAIA.

Activités du Clic :

➤ **La mission d'information et de conseil auprès des personnes vulnérables ou vieillissantes :**

Les personnes qui contactent le Clic sont à la recherche d'informations et de conseils concernant les différents types d'aides pouvant être apportées aux personnes âgées et/ou en situation de handicap : prestations, services, établissements...

Quelle que soit la demande, la personne et son entourage expriment toujours le besoin d'être écoutés. Le Clic joue donc un rôle primordial d'aide à la décision et d'accompagnement dans les démarches.

Le service note une augmentation régulière de la communication par mail pour des demandes d'information, demandes de dossiers APA, MDPSH. Ce nouveau mode de prise de contact amène un réajustement de nos pratiques.

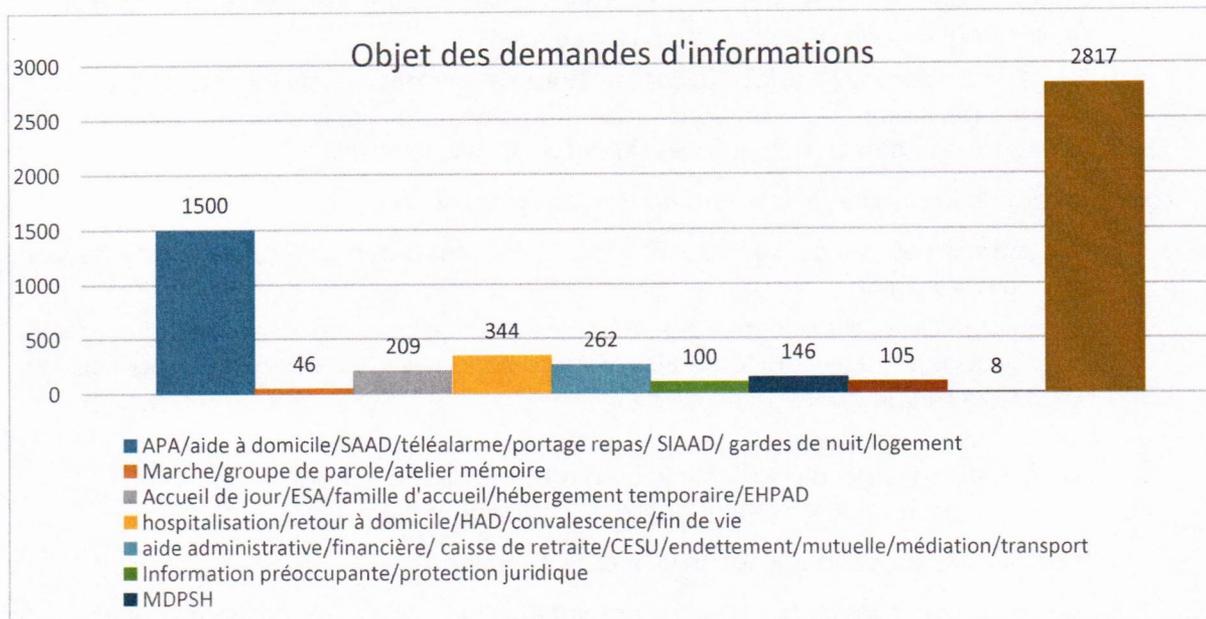
L'un des rôles essentiels des Clic est de répondre à la demande mais aussi d'évaluer les besoins qui ne sont pas systématiquement exprimés à la première rencontre et de proposer des actions. Ainsi une simple demande d'aide à domicile constitue le plus souvent une porte d'entrée pour aborder d'autres problématiques du maintien à domicile.

Le Clic en tant qu'acteur privilégié dans la prise en charge à domicile de la personne âgée est souvent confronté à des situations individuelles très diversifiées nécessitant une large capacité d'expertise. Les coordinatrices sont présentes pour évaluer les besoins, les droits et orienter vers les dispositifs et les partenaires les plus adaptés à la personne. Ainsi le travail des coordinatrices demande une connaissance globale des droits potentiels, non seulement sur le versant perte d'autonomie mais aussi sur l'accès aux droits de manière générale.

L'intervention des professionnels du Clic se matérialise par :

- Des visites à domicile d'évaluation et d'accompagnement (un millier à l'année).
- Des entretiens physiques sur les antennes Clic, sur rendez-vous.
- Des entretiens téléphoniques.

(cf rapports d'activités annuels)



➤ Les plans d'aide et d'accompagnement individuels :

Dans le cadre de l'APA (allocation personnalisée d'autonomie), le Clic se rend à domicile aux fins de :

- Visite à domicile (VAD) de mise en œuvre de la notification APA (après une première demande instruite ou non par le Clic).

Lorsque l'APA comporte de l'aide humaine (service prestataire ou mandataire – Cesu), la VAD est systématique dans les deux mois suivant la notification. Elle a pour but de :

- . soutenir la personne dans la mise en place de ces heures
- . s'assurer de la qualification du professionnel intervenant
- . s'assurer que les heures notifiées sont adaptées et mises en œuvre réellement.

Aujourd'hui, le Clic priorise la visite à domicile dans tous les cas de figure (aide humaine ou non) : il s'agit de veiller au repérage des difficultés en amont de la perte d'autonomie, et agir en prévention auprès d'un public potentiellement « fragile » au sens médical.

- VAD de révision APA (lorsque la demande de révision **comporte de l'aide humaine**, la visite est systématique).
- VAD de renouvellement APA : de manière systématique, cinq mois avant l'échéance, le Clic adresse un courrier à la personne âgée contenant les pièces à préparer et la date de la VAD qui a pour objectifs de :
 - . revoir avec elle si le plan d'aide est toujours adapté à ses besoins
 - . faire le point sur les documents à transmettre pour le renouvellement du dossier.

Ainsi les VAD de révision et de renouvellement permettent au Clic de faire des liaisons à l'EMS, afin de faciliter son intervention et d'adapter au mieux le plan APA.

- VAD de suivi APA renforcé demandé par l'instance APA : le Clic effectue trois VAD sur six mois avec un document mis à sa disposition et en fera un retour au service APA. Le motif du suivi renforcé est transmis au Clic par le service APA.
- VAD de suivi annuel : le Clic se rend au domicile de la personne une fois par an pour s'assurer de l'adéquation du plan d'aide par rapport aux besoins de la personne.
- Autres VAD : en fonction des besoins repérés dans l'accompagnement Clic, notamment recours amiable suite à un rejet de l'APA.

Depuis le printemps 2018, les Clic ont en charge le suivi des bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap aide humaine avec une collaboration et une coordination entre les Clic et les évaluateurs PCH de la MDPSH.

Dans le cadre de la PCH, le Clic se rend au domicile aux fins de :

- VAD de mise en œuvre de la notification PCH (après une première demande instruite ou non par le Clic).

Lorsque la PCH comporte de l'aide humaine (service prestataire, mandataire, emploi direct – dédommagement familial), VAD systématique dès réception de la notification. Elle a pour but de :

- . soutenir la personne dans la mise en place de la notification
- . s'assurer de la qualification du professionnel intervenant
- . s'assurer que les heures notifiées sont adaptées.

- VAD de suivi, ou de modification PCH aide humaine.
- VAD de renouvellement PCH six mois avant échéance ; le Clic adresse un courrier à la personne en situation de handicap contenant les pièces à préparer (certificat médical, photocopies de justificatifs...).

Ensuite, une visite systématique a lieu au domicile de la personne pour faire le point sur la situation :

- . revoir avec elle si le plan d'aide est toujours adapté à ses besoins
- . faire le point sur les documents à transmettre pour le renouvellement du dossier.

Ainsi suite aux VAD, le Clic fait un retour à la MDPSH par le biais de fiches de liaison.

➤ **Accompagnement généraliste des personnes âgées :**

Hors APA :

- Le Clic accompagne la constitution du dossier aide-ménagère hors APA avec la caisse de retraite pour une pré évaluation des besoins de la personne.

Il informe et oriente l'utilisateur vers :

- . les SAAD compétents pour effectuer un dossier de demande de plan d'aide auprès de la caisse de retraite
- . le Clic reste disponible pour l'utilisateur et le SAAD, dans son rôle de coordination des aides.

- Le Clic accompagne la constitution du dossier aide-ménagère hors APA dans le cadre de l'aide sociale.

Il informe et oriente l'utilisateur vers la mairie de son domicile pour effectuer un dossier de demande d'aide sociale. Il oriente si nécessaire, la mairie du domicile vers le Conseil départemental pour des renseignements complémentaires.

Hors PCH :

Le Clic est un lieu ressource pour effectuer toutes demandes auprès de la MDPSH. Il se doit d'être agile, réactif et inscrit dans un réseau de personnes ressources et qualifiées pour apporter directement la meilleure réponse/orientation à l'utilisateur et sa famille.

➤ **Actions de soutien psychologique :**

Dans le cadre des critères d'orientation et de prise en charge thérapeutique temporaire définis par le service, la psychologue mène notamment à domicile des entretiens psychologiques à destination des publics cibles du Clic (PA/PSH, aidant principal), dans un objectif précis déterminé en réunion de concertation Clic et communiqué à la personne accompagnée.

La psychologue agit dans un contexte pluridisciplinaire permettant temporairement « d'aller vers » auprès des publics pour accompagner un moment de vie complexe et aider à passer un cap difficile impactant le projet de vie et/ou le maintien à domicile (décision d'entrée en institution, écueil familial /médiation, maladie, deuil, etc.).

Elle propose et anime trimestriellement des groupes de paroles à destination des bénévoles et/ou des personnes aidées, dans l'objectif d'accompagner l'action des bénévoles en prolongement des formations mises en œuvre à l'intégration dans les équipes citoyennes.

La psychologue participe par son champ d'action, au repérage des personnes isolées à domicile, susceptibles de bénéficier du réseau de bénévoles.

Elle est impliquée dans le programme d'éducation thérapeutique mené par le gérontopôle du Chiva, dans l'accompagnement des aidants et des personnes touchées par la maladie d'Alzheimer.

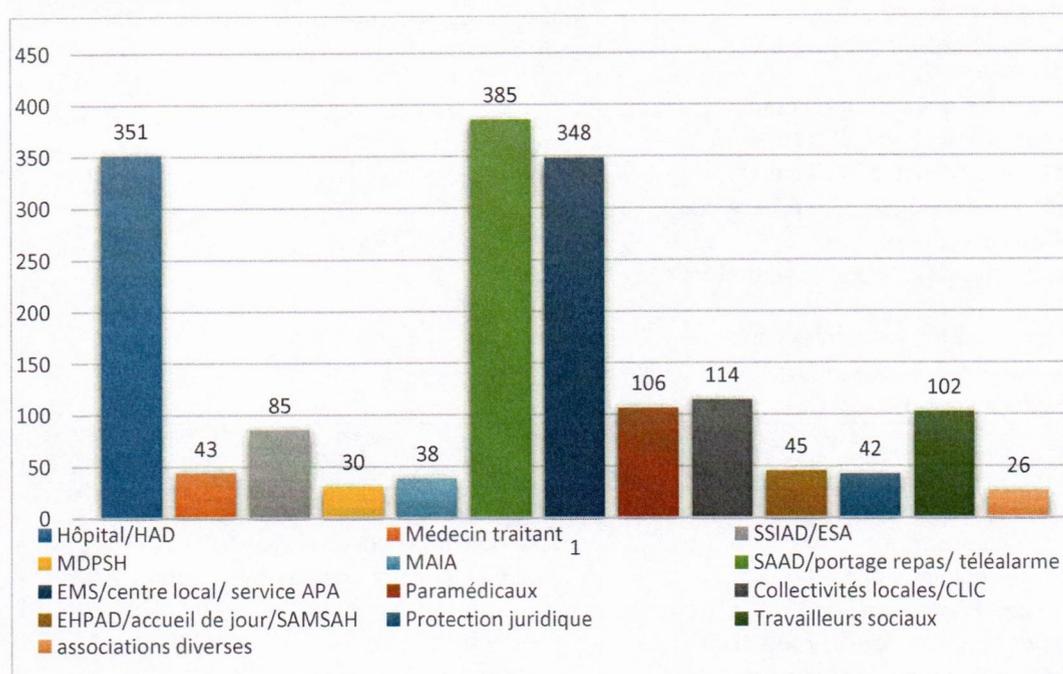
Dans une mission de prévention précoce la psychologue accompagne les situations individuelles repérées, vers les différentes actions de prévention et de maintien de l'autonomie du territoire.

Elle participe en collaboration avec les équipes des résidences autonomie, aux actions collectives préventives à visée cognitives.

➤ **Réseau et conventions de partenariat :**

La mission de coordination gérontologique implique un nombre important d'acteurs sur le terrain.

Les professionnels qui interagissent avec le Clic se répartissent comme suit (en 2020, nombre de contacts) :



➤ **Management et travail d'équipe :**

Le responsable de service dirige mensuellement des réunions d'équipe de planification et de suivi de l'activité, du développement des projets, d'information et de concertation.

Dans le cadre d'un suivi statistique, l'activité journalière fait l'objet d'un recensement direct par les coordinatrices, via l'outil de gestion et les indicateurs développés par le Département.

En parallèle, le Clic intègre une partie de ses activités (APA) dans le logiciel métier dédié.

Des fiches de liaison sont utilisées en coordination avec les services du Département.

➤ **Politique d'évaluation :**

Dans le cadre de son autorisation, le Clic répond aux exigences des procédures d'évaluation interne et externe.

En parallèle, des questionnaires de satisfaction sont adressés aux bénéficiaires de nos services pour contribuer à cette démarche d'amélioration continue.

Les comités de pilotages annuels font l'objet d'une présentation des bilans d'activité à l'ensemble des partenaires liés à l'action du service.

➤ **Analyse Swot :**

Menés de façon participative et pluridisciplinaire, les entretiens et enquêtes ont permis de constater une large satisfaction des usagers, de leur famille, du personnel et des partenaires. Nous les avons regroupés dans une analyse des points forts, faibles, des opportunités et des menaces (Swot).

Forces	Faiblesses
Echelle intercommunale du CIAS et organisation territoriale Implication sur axes schéma départemental de l'autonomie Rayonnement par la politique générale de L'agglomération Partenariat opérationnel avec la gériatrie Chiva Stratégie pluridisciplinaire Compétences et expertise en interne (techniciens/élus) Expertises du pôle habitat de L'agglomération Délais de réponse sur l'activité/réactivité Délais expertise-coordination-décision Coordination avec MDPSH prise en exemple Ratios ETP/activité APA et PCH Animation de groupes de parole et ateliers prévention Plan d'action dans la lutte contre l'isolement Membre de la conférence des financeurs CFPPA Membre administrateur du DAC	Répartition des activités/moyens humains Activités historiquement diluées Accueil physique du public à structurer Montée en compétence pour l'accompagnement PSH Gestion des données statistiques CD Difficultés d'accès aux notifications pour faciliter l'accompagnement dans les droits ouverts
Opportunités	Menaces
Axe prioritaire projet de territoire de L'agglomération Evolution politiques santé Projet subvention vers CPOM Création guichet unique mutualisé Clic/RA Implication accentuée dans la prévention Conventonnement avec le Léo de Foix Actions complémentaires avec la résidence autonomie	Evolution des politiques santé Cadre du CPOM encore inconnu Evolutions démographiques impactantes

Nos engagements stratégiques : plan d'action pour les 5 ans à venir

Les orientations retenues pour le Clic :

- ✓ Développer les actions de lutte contre l'isolement.
- ✓ Renforcer et favoriser le dépistage précoce des fragilités.
- ✓ Développer le programme d'actions collectives préventives de la perte d'autonomie.
- ✓ Renforcer la coordination gérontologique avec l'émergence d'acteurs nouveaux.
- ✓ Harmoniser les conditions d'accueil et le service au public sur les deux antennes Foix Varilhes.
- ✓ Faciliter l'information/formation des acteurs locaux sur les notions du vieillissement et des pathologies associées.

Le plan concret d'amélioration de la qualité :

Nos **objectifs** suivront la méthode *Smart* pour garantir l'évaluation et la réussite du plan.

S : spécifique

M : mesurable

A : atteignable

R : réaliste

T : temporel

Des **fiches action** détaillent le plan ci-dessous.

<p>MUTABILITÉ Adapter et organiser le Clic pour répondre aux besoins des publics et aux attentes des 42 communes de L'agglomération</p>	1	Structurer le service au sein du nouveau CIAS Foix-Varilhes <ul style="list-style-type: none"> ➤ sondage et informations thématiques aux communes ➤ coordination des actions de prévention
	2	Examiner le fonctionnement et affecter les moyens humains en tenant compte du service commun avec L'agglomération <ul style="list-style-type: none"> ➤ évolution fiche de poste de l'infirmier coordinateur ➤ création de poste assistant de service social
	3	Renforcer la coopération interne pluridisciplinaire et rechercher l'efficacité sur les missions extérieures (VAD) <ul style="list-style-type: none"> ➤ évolution des outils logiciels métiers, vers une base de données unique
	4	Examiner les secteurs et missions particulières (APA/PCH) des coordinatrices en garantissant la continuité du service <ul style="list-style-type: none"> ➤ évolution de la répartition des dossiers par secteur pour les professionnels ➤ structurer l'accompagnement PCH.
<p>DÉVELOPPEMENT Assurer les missions obligatoires et multiplier les actions de prévention</p>	1	Lutter contre l'isolement avec des partenariats fiables pour repérer et accompagner <ul style="list-style-type: none"> ➤ mise en œuvre de la convention avec Petit Frères des Pauvres ➤ organisation d'événements grand public (ciné débat, conférences)
	2	Définir et mettre en œuvre un programme annuel de prévention de la perte d'autonomie <ul style="list-style-type: none"> ➤ concevoir et diffuser une programmation à l'échelle du territoire
	3	Déployer les actions de soutien aux aidants (groupes de parole, information, accès au répit)

		<ul style="list-style-type: none"> ➤ créer des actions et passerelles avec la Plateforme de répit départementale PFP sur le territoire agglo
GESTION DES RISQUES	1	<p>Former les professionnels du Clic pour agir sur le repérage précoce des fragilités (COPE/CPTS)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ élaborer un plan de formation en lien avec l'évolution des fiches de poste
	2	<p>Organiser la protection des données avec le délégué à la protection des données (DPO)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ achever la mise en œuvre RGPD en lien avec l'évolution des outils
	3	<p>Renouveler et ajuster le logiciel métier pour une recherche d'efficacité de gestion et d'exploitation des données</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ contractualisation avec un nouvel éditeur
	4	<p>En relation avec les familles, informer et alerter pour faciliter l'accès aux mesures de protection des majeurs vulnérables</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ mettre en œuvre un document support sur les mesures de protection juridique
COMMUNICATION sur le territoire	1	<p>Aller à la rencontre des communes et CCAS actifs</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ sonder les besoins ➤ informer/accompagner les secrétariats de mairie sur les compétences du CIAS
	2	<p>Communiquer sur les actions de prévention auprès des associations, clubs</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ participer aux AG ➤ organiser des rencontres de sensibilisation
	3	<p>S'impliquer au sein de la conférence des financeurs CFPPA</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ participer au comité technique pour l'examen des projets départementaux ➤ impliquer le CIAS dans le portage de projets de prévention
	4	<p>Mettre en place un guichet unique spécialisé d'accueil/information du public sur chaque antenne</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ déplacement du Clic à Foix dans le nouveau bâtiment de L'agglo (pôle de services) ➤ préparer l'intégration à la résidence autonomie à Foix
	5	<p>Participer activement à la dynamique de réseau en s'associant aux appels à projets (Carsat lien social et innovation, acteurs de la CFPPA, caisses de retraite, CNSA...)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ assurer une veille sur les appels à projet ➤ participer aux événements et rencontres départementales ou régionales
QUALITE DES PRESTATIONS	1	<p>Mener des enquêtes régulières de satisfaction, recueillir l'expression des usagers après chaque action de prévention</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ réaliser des enquêtes annuelles
	2	<p>Organiser le suivi des réclamations usagers</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ via la structuration du nouveau site internet du CIAS
	3	<p>Interroger le conseil de la vie sociale et le conseil de développement de L'agglo</p>



Résidence autonomie

Projet d'établissement 2021-2026

Résidence de Varilhes

FICHE D'IDENTITE

Résidence autonomie Bleu printemps - site de Varilhes

Siège social et accueil public : résidence autonomie

10 avenue Jacques Carrié, 09120 Varilhes

Contact :

➤ 05 61 60 84 52 – residence.autonomie@agglo-pfv.fr

Nature juridique : établissement médico-social

Siret : 20006779100018

Finess : 090000662

Date de dernière autorisation par le Conseil départemental de l'Ariège : 3 janvier 2017

SOMMAIRE

Préambule

L'établissement et son environnement

- Historique
- Missions

La résidence autonomie, population et moyens dédiés

- Provenance et population accueillie
- Repérage des attentes et besoins des résidents
- L'hébergement
- Le personnel de l'établissement

Accueil, admission et projet de vie

- L'accueil et l'admission des résidents
- L'accompagnement aux nouveaux repères de la vie semi collective
- La démarche d'accompagnement dans le projet personnalisé du résident

Projet de vie sociale de la résidence

- Les espaces communs conçus comme lieux de d'échange et de vie sociale
- Les enjeux autour des activités sociales et de prévention de la perte d'autonomie
- L'ouverture de l'établissement

Les droits des résidents et l'expression des parties prenantes

- Droits et libertés
- L'expression des résidents et la place des proches aidants

Projet hôtelier

- Les prestations de service durant le séjour
- La restauration
- La sécurité des personnes
- La gestion du linge
- L'hygiène des locaux
- La gestion des déchets
- La maintenance, la prévention et la maîtrise du risque infectieux

Projet social en matière de ressources humaines

Politique de gestion des risques

- Prévention et prise en charge des chutes
- Une gestion adaptée au principe de séjour non médicalisé

La sensibilité au développement durable

Préambule

Le projet d'établissement pose nos objectifs à échéance 2026, et permet de les identifier pour fixer nos repères et les partager :

- C'est un outil fédérateur des parties prenantes et de promotion de l'établissement au travers de la communication qui en est faite.
- C'est un outil de référence pour nos évaluations externes.
- C'est un outil de management pour garder le cap sur les orientations du projet de territoire.

Ce projet d'établissement a pour finalités principales de clarifier le positionnement institutionnel de la structure. Il définit ses objectifs en matière d'évaluation des activités et de qualité des prestations, en matière de coordination, ainsi que ses modalités d'organisation et de fonctionnement.

C'est un document de référence pour les équipes et l'ensemble des partenaires, il définit les orientations, les principes d'action pour donner du sens et des repères.

L'établissement et son environnement

✓ Historique

La résidence autonomie située à Varilhes, ex foyer logement créé en 1996, est un **établissement médico-social** au sens du code de l'action sociale et des familles (CASF) codifiant notamment la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, les logements foyers ayant l'objet d'un cadre juridique révisé lors de la loi ASV – accompagnement de la société au vieillissement du 28 décembre 2015.

La résidence bénéficie du statut d'**Ehpa** (établissement d'hébergement pour personnes âgées).

L'agglomération Foix-Varilhes, qui assurait la responsabilité et la gestion de la résidence autonomie depuis 1^{er} janvier 2017 au titre de sa compétence en matière d'action sociale, a confié ces missions au **CIAAS L'agglomération Foix-Varilhes** dès sa création le 5 avril 2023.

L'établissement bénéficie d'une autorisation de fonctionner par **arrêté de la présidente du Conseil départemental** et fait l'objet d'un contrôle de ses activités.

Il répond aux normes d'attribution de l'allocation personnalisée au logement (APL) ou de l'allocation de logement social (ALS).

La résidence autonomie dispose d'un **agrément total pour 34 places**, et comprend 29 logements dont un dédié à de l'hébergement temporaire.

Partiellement **habilitée à l'aide sociale départementale** pour 6 places, la résidence autonomie fait l'objet d'une **tarification** qui détermine par convention annuelle avec le Conseil départemental le tarif journalier d'hébergement.

Ces dispositions d'aide sociale permettent, pour les 6 places habilitées, de recevoir les publics dont les ressources sont inférieures au coût de l'hébergement fixé par L'agglomération.

En termes de contrôle des activités, l'autorisation de fonctionner est liée aux rapports et résultats des procédures **d'évaluations interne et externe** régulièrement menées, adressées à la présidente du Conseil départemental.

✓ Missions

La résidence accueille, dans le cadre d'une procédure d'admission, les personnes autonomes âgées et/ou en situation de handicap, de plus de 60 ans en règle générale, qui souhaitent

conserver le principe d'un hébergement privatif, en bénéficiant de prestations assurant sécurité, confort et maintien d'une vie sociale dans un environnement géographique adapté.

Les objectifs consistent, au travers des prestations d'hébergement et d'accompagnement de l'établissement, à préserver l'autonomie du résident en lui permettant d'élaborer un projet de vie à même de favoriser son épanouissement, son bien-être et sa qualité de vie.

Ainsi, l'établissement met tout en œuvre, en fonction des moyens dont il dispose, pour :

- Favoriser l'épanouissement, l'autonomie maximale quotidienne et sociale.
- S'adapter aux potentialités intellectuelles, verbales, manuelles, physiques par stimulation adéquate, dans la mesure des possibilités et du fonctionnement collectif du service.
- Maintenir les acquis.
- Accompagner le résident dans la vie courante.
- Respecter la capacité du résident à faire des choix.

La résidence autonomie, population et moyens dédiés

✓ Provenance et population accueillie

Avant leur arrivée au sein de la résidence, 78% des résidents présents en octobre 2022 vivaient dans le département de l'Ariège, et 52% de ces Ariègeois vivaient sur le territoire de L'agglomération Foix-Varilhes (une part importante des « autres Ariègeois vivaient à Pamiers ou ses communes limitrophes).

La majeure partie a toutefois un fort attachement à la commune de Varilhes, en termes de vie professionnelle antérieure, ou d'attaches familiales.

✓ Repérage des attentes et besoins des résidents

Lors de la phase de rencontre et d'admission, nous repérons en particulier :

- Un besoin de maintien du lien social et de rupture de la solitude.
- Un attachement à l'indépendance, à la liberté d'agir.
- Un besoin de sécurisation, de se sentir entouré, de bénéficier d'une attention bienveillante.
- Un besoin d'être dégagé de la gestion des contraintes domestiques quotidiennes.

L'entrée en séjour dans l'établissement est un moment paradoxal : il est un soulagement pour répondre à ces besoins mais il reste anxiogène avec la perte de repères du domicile historique, des habitudes. Il peut s'apparenter à un « déracinement » favorable à un stress psychologique et physique.

La phase d'accueil et d'accompagnement en est d'autant plus importante, de la part des professionnels comme des résidents, notamment ceux impliqués dans le conseil de la vie sociale. C'est pourquoi celui-ci est largement associé à cette démarche d'accueil des nouveaux résidents.

Le respect, l'écoute, la considération, l'empathie et le partage sont des valeurs humaines reconnues et appliquées par l'équipe de la résidence. Par ruissellement ou spontanément, nous veillons à ce qu'un maximum de résidents les applique également.

Ces valeurs humaines nous permettent de créer « le vivre ensemble » qui contribue au bien-être de tous.

✓ L'hébergement

La résidence autonomie présente un ensemble immobilier avec un jardin clos fleuri de 400 m² doté de terrasses couvertes, sur trois niveaux habitables avec rez-de-chaussée (3 logements), R+1 et R+2 desservis par deux ascenseurs et un escalier.

La résidence est située en cœur de village à proximité directe de tous commerces et services, à 100 mètres du marché de plein vent hebdomadaire très prisé par les habitants.

Les locaux privatifs :

La résidence comporte 29 logements privatifs : 10 logements T1 bis de 30 m² et 19 logements T1 de 20 m².

Chaque logement comprend a minima une salle de bain adaptée pour personne à mobilité réduite (PMR) équipée d'une douche, d'un lavabo et de toilettes, d'une pièce à vivre avec placards intégrés.

A l'exception d'un logement mis à disposition pour un séjour temporaire, chaque logement dispose d'un balcon privatif ou d'un accès direct au jardin clos pour les trois logements en rez-de-chaussée. Ils disposent du chauffage central, de volets roulants électriques. Les T1 bis sont équipés en complément d'une kitchenette avec évier, plaque à induction, réfrigérateur top et hotte aspirante.

Les logements sont équipés d'une ligne téléphonique, de la réception des chaînes audiovisuelles TNT, du Wifi public en partie rez-de-chaussée de l'établissement et de la téléassistance 24h/24 reliée à l'équipe d'agents sociaux sur place.

Le résident aménage, décore et équipe son logement avec son mobilier et ses équipements personnels. Cette personnalisation participe au maintien de l'identité de la personne et à son confort.

Les locaux collectifs :

- Accueil :

Le service de l'accueil est disponible de préférence aux horaires de présence (affichés) du secrétariat. Au-delà, le service d'accueil et de renseignement est assuré par l'équipe de la résidence 7j/7.

Le secrétariat assure les missions d'accueil public (guichet unique pour la résidence et pour le Clic), et met en œuvre la prestation d'aide administrative liée au séjour (organisation des visites, préparation du contrat de séjour, renseignement sur le droit commun et les aides mobilisables, réalisation de l'état des lieux d'entrée et de sortie, informations générales sur le fonctionnement, etc.).

- Restaurant :

Le restaurant est situé au rez-de-chaussée de la résidence, il est ouvert toute l'année pour les services du petit déjeuner, du déjeuner et du dîner. La salle d'une capacité de 34 couverts donne sur le jardin patio avec terrasse couverte et dispose d'une machine à boissons chaudes en libre-service pour les résidents.

Le service s'organise à l'assiette et chaque résident s'installe librement à la table qu'il souhaite.

- Salon :

A proximité directe du restaurant, le salon permet aux résidents de disposer d'un espace de repos équipé d'une télévision, d'une bibliothèque, d'un espace de tables de jeux (cartes, société) ou de discussion.

- Salle d'animation :

Cette salle au rez-de-chaussée est à la disposition des prestataires ou intervenants animateurs, des résidents, aux fins de mener des activités ou ateliers divers de prévention.

- Buanderie :

Un espace d'entretien du linge personnel est situé à l'étage de l'établissement, équipé d'un lave-linge et d'un sèche-linge à disposition des résidents.

- Jardin :

La résidence entoure un patio ombragé avec deux terrasses, fleuri et au calme avec une vue directe depuis chaque balcon, au cœur des lieux de vie et des espaces communs. Il est équipé d'un petit potager aromatique à disposition des résidents et des agents pour agrémenter la présentation en restauration.

- Toilettes communes :

Des toilettes communes, accessibles aux personnes à mobilité réduite, sont à disposition près de l'accueil et de la salle d'animation.

✓ **Le personnel de l'établissement**

Le fonctionnement de la résidence s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire, administrative (direction – secrétariat) et médico-sociale (agents sociaux).

Par roulement de planning, les agents sociaux assurent les activités journalières en binôme quotidien :

- de 6h50 à 14h puis de 19h à 20h50
- de 14h à 20h50

En veille de nuit, les agents sociaux assurent leur mission de 20h50 à 6h50 en relai de l'équipe de jour.

L'équipe est composée de sept agents sociaux au global, titulaires de la fonction publique territoriale, à temps plein ou à temps partiel 90%.

L'assistance aux personnes est assurée à la fois grâce à la téléassistance et par une présence humaine 24h/24.

Un agent technique est intégré à l'équipe et assure le petit entretien courant, diverses réparations et l'entretien des espaces extérieurs de la résidence.

Le directeur, garant du bon fonctionnement de l'établissement et des prestations délivrées, est un interlocuteur privilégié des résidents et des familles en lien avec la qualité du séjour.

Un plan de formation annuel accompagne la montée en compétence des équipes, généralement autour des notions du vieillissement et des pathologies associées au processus, à la communication dans un contexte de troubles cognitifs et de fragilités, à la restauration collective, à l'animation d'ateliers collectifs, au secours et à l'assistance aux personnes.

En parallèle, une démarche de formation en intra cohésion d'équipe autour de l'analyse de pratique est mise en place depuis 2022, avec l'intervention du centre ESTA et du CNFPT, et reconduite pour 2023.

Accueil, admission et projet de vie

✓ **L'accueil et l'admission des résidents**

La résidence autonomie accueille les personnes seules ou en couple, retraitées, âgées de plus de 60 ans en règle générale et autonomes. L'établissement est aussi habilité à recevoir des

personnes bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement, et est en partie habilité pour l'aide personnalisée au logement, pour les résidents éligibles.

La demande d'information s'effectue auprès de l'accueil du service aux personnes âgées (guichet unique résidence et Clic), ou des partenaires qui remettent une brochure de présentation de l'établissement.

La demande d'admission comprend au préalable une ou plusieurs rencontres d'échange avec la direction, rencontre qui peut se tenir également en amont d'une demande d'admission pour une simple visite de la structure.

Le dossier de demande d'admission qui peut être retiré à l'accueil, est ensuite adressé à la direction de la résidence autonomie, accompagné des pièces administratives d'un certificat médical.

Le candidat à la future admission se voit remettre un livret d'accueil, un document de projet de vie individuel, le contrat de séjour type, le règlement de fonctionnement et la charte des droits et libertés.

Lorsque le dossier est complet et que le futur résident confirme sa volonté de séjour, il est informé de l'inscription sur la liste d'attente éventuelle. La personne est invitée à prendre contact avec le gérontopole pour une évaluation globale de sa situation de santé, et ainsi confirmer l'opportunité du séjour en résidence autonomie.

La décision d'admission relève du directeur, après consultation des professionnels impliqués dans le parcours de la personne (médecin traitant, infirmier libéral, service d'aide à domicile...). Un entretien d'accueil avec le Clic est organisé, pour évaluation des besoins au nouveau domicile.

✓ **L'accompagnement aux nouveaux repères de la vie semi collective**

L'accueil à la résidence autonomie est un moment sensible qui doit être accompagné, idéalement très en amont du séjour.

Les temps d'accueil favorisent l'information, la compréhension, la préparation et l'adaptation en respectant les règles du consentement éclairé du futur résident. Celui-ci est ainsi assuré :

- D'avoir reçu oralement lors d'un entretien avec la direction, et par les documents remis par l'établissement, du montant de la redevance et du projet de contrat de séjour qui est proposé, avec toutes les informations nécessaires pour comprendre les atouts de l'admission dans la résidence, les bénéfices attendus, les contraintes et les risques prévisibles, les solutions internes et externes à l'établissement.
- D'avoir pu poser toutes les questions nécessaires à la bonne compréhension de ces informations et recevoir des réponses claires et précises.
- D'avoir visité l'établissement, ses espaces collectifs et le type de logement qui sera proposé, d'avoir échangé avec l'équipe de la résidence, de pouvoir rencontrer représentant du CVS.
- De comprendre et maîtriser les dispositions du contrat de séjour, relatives aux situations de perte d'autonomie, lorsque l'état de santé n'est plus compatible avec les critères fixés par l'établissement et qu'une résiliation du contrat de séjour doit être envisagée.
- D'avoir disposé d'un délai de réflexion suffisant entre les informations reçues et sa décision de candidater.

Le contrat de séjour et ses annexes, dont l'état des lieux entrant, sont signés à l'arrivée du nouveau résident qui règle un mois de dépôt de garantie. La facturation mensuelle est ensuite transmise à terme échu.

Le nouveau résident est présenté aux autres résidents lors d'un temps collectif, et dans la petite Gazette trimestrielle de la résidence. Les agents sociaux sont les référents de l'établissement pour l'accompagner au quotidien dans son intégration.

✓ **La démarche d'accompagnement dans le projet personnalisé du résident**

Dans les six mois qui suivent son arrivée, l'équipe élabore avec le résident un projet individualisé d'accompagnement afin de recueillir ses envies, connaître ses centres d'intérêts, découvrir ses aptitudes, identifier ses fragilités : autant d'informations qui permettront ultérieurement d'orienter le projet de vie et d'adapter les services aux besoins du résident.

Les objectifs du projet de vie élaboré sont présentés au résident pour validation, et font l'objet d'un échange en équipe. Sa mise à jour est annuelle.

Projet de vie sociale de la résidence

Le projet d'accueil répond aux attentes de personnes âgées qui ne souhaitent plus vivre à domicile pour diverses raisons : sentiment de solitude ou d'isolement, autonomie fragilisée, tâches quotidiennes devenant trop lourdes, logement inadapté, besoin d'avoir un accès facilité à des services et des animations conviviales, famille éloignée, rapprochement familial, souhait de ne pas peser sur sa famille, besoin de préserver sa santé, de retrouver du temps et de la sérénité...

Ce choix est souvent guidé par une volonté d'anticipation et de prévention, parfois lorsque apparaît un sentiment d'autonomie fragilisée, afin de vieillir entouré, accompagné et en sécurité.

Le projet d'accueil est pensé afin d'offrir un contexte relationnel favorable à cela, afin que cette arrivée soit porteuse de sérénité retrouvée, de changement positif et bénéfique, de nouveau confort de vie.

✓ **Les espaces communs conçus comme lieux d'échange et de vie sociale**

Au quotidien, le résident évolue en toute liberté. Il va et vient à sa guise et reçoit ses proches à son domicile ou dans les espaces de réception (salon, salle d'animation, jardin clos).

Compte tenu de l'organisation des espaces dans la résidence à taille humaine, la relation avec les professionnels de l'équipe et les intervenants extérieurs est facilitée : il est aisé de rompre la solitude pour échanger au quotidien, dans un climat serein et convivial.

Les espaces communs de l'ensemble de la structure sont dimensionnés pour accueillir les activités de loisirs, permettre les échanges intergénérationnels avec les écoles et centres de loisirs de proximité, les toutes les activités de prévention et de maintien de l'autonomie.

Ces espaces communs sont donc à la disposition des résidents (hors temps de restauration) pour organiser ou participer à des activités, jeux de société, discussions et autres rencontres.

Le jardin clos permet également diverses activités par les résidents qui s'organisent le plus souvent en autonomie, pour participer au fleurissement des espaces, à du petit jardinage.

✓ **Les enjeux autour des activités sociales et de prévention de la perte d'autonomie**

Projet d'animation et vie sociale sont directement liés. L'animation ne peut être conçue uniquement comme occupationnelle. Chaque activité proposée doit avoir un sens et le résident doit en être acteur.

Bien que les résidents mènent une vie autonome et expriment clairement un attachement à leur indépendance, l'animation doit apporter une dynamique complémentaire par le biais d'activités visant à contribuer au maintien du lien social et à la bonne santé.

L'animation est un moyen de rythmer le temps, de donner des repères, de participer, de partager, de s'investir afin de maintenir la vie sociale et le désir de vivre. Pour ce faire, la résidence propose un ensemble d'activités (ludiques, culturelles, créatives ou de prévention santé). L'organisation de l'animation et de la vie sociale s'appuie aussi sur le projet personnalisé des résidents, et respectent la liberté de participation. Le coût de l'ensemble des

activités est pris en charge dans le budget de fonctionnement, pour permettre une participation de tous les résidents.

Les animations proposées ont pour objectif, au final :

- De lutter contre l'isolement en favorisant le lien social, l'ouverture de l'établissement vers l'extérieur.
- De proposer des ateliers thérapeutiques apportant une stimulation et participant à maintenir les capacités physiques et cognitives, par la présence d'un lien humain organisateur et fédérateur.
- De favoriser le bien-être et la dignité en proposant des activités ludiques et festives.
- De maintenir l'expression et les relations sociales des résidents en perte de capacités.
- De rendre acteur, de maintenir l'estime de soi et la notion de « projet quotidien ».

Au-delà, des initiatives mises en œuvre grâce au budget de fonctionnement, le forfait autonomie attribué dans le cadre du contrat pluriannuel d'objectif et de moyens (CPOM) avec le Conseil départemental, permet de financer des actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie au profit des résidents.

De manière régulière, les activités suivantes ont été proposées aux résidents :

- Ateliers esthétique.
- Ateliers sophrologie.
- Cours de gymnastique le lundi et le jeudi.
- Ateliers art thérapie.
- Ateliers de prévention santé avec les caisses de retraite.
- Ateliers musicothérapie.
- Ateliers mémoire par le Clic.
- Chorale.
- Prêts de livre avec la médiathèque.
- Sorties cinéma à la médiathèque de Varilhes (salle de conférence pôle culturel).
- Sorties courses avec le minibus.
- Jeux de sociétés et belote.
- Ateliers cuisine et pâtisserie.
- Spectacles théâtre.
- Informations sur les « fragilités » et leur dépistage.
- Groupes de parole avec la psychologue du Clic.
- Rencontres avec d'autres résidences autonomie.
- Ateliers de réalisation de la petite Gazette de la résidence.
- Séances de réflexologie plantaire.

✓ **L'ouverture de l'établissement**

La situation en centre du village permet aux résidents une intégration aisée dans le tissu local : services, commerces, associations, culte, évènements...

Régulièrement, les écoles et centres de loisirs sont invités à partager des activités ou des moments de convivialité intergénérationnels, réciproquement avec l'invitation des résidents à partager leurs espaces.

En termes de communication, la Gazette de la résidence a vocation à faire connaître et à mettre en valeur la vie de l'établissement en direction des familles et des proches, des intervenants extérieurs, des élus de la collectivité.

Les droits des résidents et l'expression des parties prenantes

La résidence garantit le respect des droits fondamentaux, la dignité, l'indépendance et l'expression des résidents. La relation entre le personnel et le résident est chaleureuse, courtoise, sans familiarités ni préjugés.

✓ **Droits et libertés**

Ceux-ci sont précieux et l'établissement s'appuie sur la charte des droits et libertés de la personne âgée, affichée à l'entrée.

Les nouveaux résidents sont systématiquement informés de leurs droits et leurs libertés dans le cadre du séjour, dans le contexte de règlement général de la protection des données (RGPD):

- Droit à l'information (le plus souvent directement par le responsable d'établissement lors de temps collectifs).
- Principe du libre choix, du consentement éclairé et de la participation de la personne.
- Droit à la renonciation.
- Respect de la dignité de la personne, de son intimité.
- Principe de prévention et de soutien, de droit à l'autonomie.
- Droit à l'exercice des droits civiques de la personne.
- Droit à la pratique religieuse.
- Droit au respect des liens familiaux.

Chaque année, une information est donnée sur les mesures de protection et sur le « mandat de protection future », à l'origine par l'intermédiaire du Conseil départemental de l'accès aux droits (CDAD), sous forme d'informations délivrées par des juristes.

Ainsi, chaque résident peut être accompagné dans son droit à la protection, en fonction de sa situation personnelle.

✓ **L'expression des résidents et la place des proches aidants**

Les résidents s'expriment quotidiennement, auprès des équipes et de la direction qui restent accessibles à tout moment afin d'être les plus réactifs possible, avec le souci de traiter les problèmes et d'accompagner les propositions.

Il existe néanmoins diverses instances et moyens de communication des résidents :

Le conseil de la vie sociale (CVS) est destiné à garantir les droits des résidents et leur participation au fonctionnement de la résidence. Les membres sont élus pour une durée de trois ans. L'instance est obligatoire et se réunit au moins trois fois par an. Elle comprend des représentants des résidents, des représentants des familles, des représentants du personnel et des représentants de l'organisme gestionnaire.

Le CVS est consulté sur des questions inhérentes au fonctionnement de l'établissement :

- Organisation interne et vie quotidienne.
- Activités, animations.
- Elaboration ou modification des documents obligatoires en lien avec le séjour.
- Projets de travaux, d'équipements, d'entretien des locaux.
- Modifications relatives aux conditions de prise en charge.

Les entretiens directs : tout résident qui le souhaite, peut rencontrer librement le directeur de l'établissement qui se rend disponible, le plus souvent dans la journée, pour évoquer tout sujet préoccupant en lien avec le séjour.

Enfin, **des enquêtes de satisfaction** concernant la qualité des prestations sont réalisées par l'établissement dans le cadre des procédures d'évaluations de la résidence (la dernière en 2022).

La place des aidants : la famille et les proches du résident ont souvent une implication importante dans la vie du résident, mais également dans la perception de l'état de santé.

La santé est en effet une donnée sociale, vécue, interprétée et partagée par les proches. Le rôle de proche aidant est très important, c'est une dimension qui ne peut être négligée.

Aussi lorsque la situation le nécessite au cours du séjour, la direction prend l'attache du proche aidant désigné « personne de confiance » par le résident, pour l'associer aux échanges sur le déroulement du séjour.

Projet hôtelier – prestations de service durant le séjour

Le séjour en résidence autonomie organise différentes prestations pour répondre aux obligations réglementaires dans l'établissement. Ces prestations, essentiellement liées à la sécurité et au confort de vie, sont conçues et mises en œuvre pour répondre du mieux possible aux besoins des résidents ainsi que des professionnels associés.

✓ La restauration

La résidence autonomie propose un service de restauration collective facultatif.

Les menus sont élaborés et préparés dans le cadre d'un service commun avec la cuisine municipale de Verniolle et livrés chaque jour en liaison froide. Le chef produit avec son équipe et l'appui d'une diététicienne une cuisine traditionnelle avec des produits locaux, aux recettes vis-à-vis desquelles chaque consommateur retrouve globalement ses codes gustatifs.

Les repas sont servis à l'assiette en salle de restauration par le personnel de l'établissement, les réservations sont prévues par le service en fonction des modalités fixées au contrat de séjour.

Par ailleurs, une livraison de plateau repas en appartement est assurée par dérogation si l'état de santé du résident le nécessite.

Le résident a la possibilité d'annuler ces réservations selon les modalités prévues au contrat de séjour.

Bien que la prestation de restauration soit facultative, les résidents sont encouragés à s'inscrire en pension complète pour participer à ce temps de vie sociale et participer au maintien de leur santé, compte tenu des menus équilibrés et adaptés.

Les résidents ont la possibilité de s'installer à la table de leur choix, seuls ou en compagnie choisie. Ils peuvent être accompagnés d'invités extérieurs à l'établissement, sur réservation au tarif en vigueur.

Le service en salle de restauration est ouvert toute l'année :

- Petit déjeuner en libre-service de 7h à 9h.
- Déjeuner de 12h à 13h30.
- Collation de 16h à 17h.
- Dîner de 19h à 20h30.

Au-delà de ces horaires, les résidents ont la possibilité d'utiliser l'espace restauration (accès à la machine à boissons, jeux de société) en veillant à respecter le travail des agents, notamment dans l'entretien des espaces collectifs.

La collation est servie en salle d'animation quotidiennement, à partir des denrées et boissons prévues par l'établissement.

En parallèle, chaque résident a la possibilité de se servir à la machine à boissons chaude mise à disposition au restaurant, mais de manière autonome.

Les menus quotidiens sont inscrits à l'entrée de la salle restauration par le personnel.

✓ La sécurité des personnes

La sécurité des résidents est assurée durant le séjour par des moyens humains et matériels.

Chaque résident dispose, pour se signaler en cas de problème grave, d'un bracelet de téléassistance directement relié à l'équipe de la résidence autonomie. Ce système permet de signaler toute difficulté qui met en danger immédiat la personne (chute, difficulté de santé, etc.), ou de signaler à l'équipe la difficulté d'un autre résident qui serait dans l'incapacité de le faire.

En parallèle, l'équipe de la résidence gère la sécurisation du bâtiment (accès, équipements et maintenances).

Les professionnels de la résidence ne sont pas autorisés à pénétrer dans les logements durant l'absence du résident, sauf accord de ce dernier auprès du directeur (pour effectuer des travaux urgents de maintenance) ou en cas de difficulté de santé signalée (levée de doute, par l'intermédiaire de la téléassistance).

Une sonnette d'entrée équipe l'ensemble des logements privatifs, pour faciliter l'intervention des tiers et visiteurs.

✓ **La gestion du linge**

La résidence met à disposition des résidents une machine professionnelle pour le lavage et le séchage du linge dans un espace dédié. Ce matériel permet l'entretien du linge personnel en toute autonomie, les résidents fournissant par ailleurs leur propre lessive. Le séchage se fait également de manière naturelle (étendoir) dans les appartements.

L'entretien du linge plat et de literie est externalisé par l'établissement, vers la blanchisserie de l'Adapei. L'équipe de la résidence est en charge du ramassage et de la distribution de ce linge, chaque semaine (en alternance : linge de lit et linge plat de toilette). Le projet d'établissement envisage une évolution pour gérer en interne l'entretien du linge plat avec la création d'un espace buanderie.

✓ **L'hygiène des locaux**

L'entretien des parties communes : afin de garantir la qualité de l'entretien des parties communes, un protocole de nettoyage est mis en place pour assurer tout au long de la journée, par les agents sociaux, l'hygiène des locaux collectifs. Dans un souci de développement durable, le type et la quantité des produits de désinfection utilisés sont maîtrisés par dosage automatisé.

L'entretien des appartements : l'entretien des logements privatifs est effectué par le résident en autonomie, ou avec l'appui de l'intervenant à domicile de son choix. Le personnel de la résidence autonomie n'intervient pas dans l'intimité du logement privatif.

✓ **La gestion des déchets**

L'établissement met en œuvre le compostage en lien avec le Smeptom du Plantaurel, réduisant ainsi considérablement les déchets résiduels. La résidence organise le tri des recyclables avec deux bacs mis à disposition des résidents dans l'enceinte de la structure et organise le tri sélectif des papiers et cartons. Une tarification au volume est appliquée par le Smeptom pour le ramassage des déchets résiduels.

✓ **La maintenance, la prévention et la maîtrise du risque infectieux**

La petite maintenance technique est assurée par un agent technique de l'équipe en poste aménagé (maîtrise de la langue des signes française), présent chaque matin du lundi au vendredi. Ses interventions organisées par le secrétariat de la résidence permettent d'intervenir dans les parties collectives du bâtiment mais également à la demande des résidents pour de la petite maintenance d'équipement ou de mobilier dans leur appartement.

Les interventions structurelles sur le bâtiment sont quant à elles assurées par les agents des services techniques de L'agglo, sous la responsabilité de la technicienne bâtiment, avec un système d'astreinte 7j/7.

Afin de contenir le risque de légionelle, des analyses de l'eau chaude effectuées par un laboratoire et des actions préventives réalisées par l'équipe technique de l'agglo, sont effectuées plusieurs fois par an.

Des actions de lutte contre les nuisibles sont menées par la Commune de Varilhes ainsi que directement, de manière préventive, au sein de la résidence autonomie au moins deux fois par an.

Un diagnostic de repérage conclu avec un organisme habilité en 2022 a confirmé l'absence de produits et matériaux contenant de l'amiante.

Engagé en 2019, un programme de rénovation des espaces collectifs et des appartements est planifié jusqu'en 2026, notamment avec le soutien de la Carsat, pour un meilleur confort, une esthétique rénovée et une mise en conformité avec la réglementation sur l'accessibilité.

Projet social en matière de ressources humaines

✓ **L'équipe de la résidence et l'organisation du service**

L'établissement comprend des personnels administratifs et médico-sociaux, placés sous l'autorité du président du CIAS.

- La direction du CIAS :

Elle comprend un directeur en charge globale de l'établissement. Il s'assure de la mise en œuvre de la politique publique et du bon fonctionnement de l'ensemble de la résidence autonomie dans ses dimensions administratives, financières, de vie sociale, de ressources humaines. Il fait le lien avec le président et la vice-présidente, et le conseil d'administration du CIAS pour préparer et mettre en œuvre les décisions.

Le directeur a plus spécifiquement en charge la préparation et l'accompagnement du séjour des résidents (procédure d'admission et de fin de séjour), il veille à la bonne organisation des prestations de la résidence. Il est au quotidien à l'écoute et en contact avec les résidents, les équipes de l'établissement, les intervenants extérieurs. Il veille à la mise en œuvre du projet d'établissement et prépare les décisions à prendre par les élus. Le directeur garantit le lien avec les différents partenaires, qui sont partie prenante du projet, et avec les directions de pôles de L'agglo dans le cadre de la convention de service commun.

- Le secrétariat :

La secrétaire de la résidence assure les missions d'accueil et de renseignement, de préparation et d'aide dans la gestion du séjour (préparation des contrats, facturations, commandes, etc.). Elle prépare et met en œuvre les actes administratifs liés aux prestations de la résidence et prépare les supports de communication. La secrétaire aide les résidents et les familles dans les démarches administratives individuelles liées au séjour. Elle agit auprès du directeur pour régler les affaires courantes et mettre en œuvre les décisions.

- L'équipe d'agent sociaux :

Le service est composé d'une équipe d'agents sociaux (7 personnes) effectuant des missions de jour ou de nuit, 7j/7 toute l'année. Les activités des agents sociaux s'organisent dans le but de répondre du mieux possible aux attentes et besoins des résidents autour de quatre thématiques principales :

- . Aider au maintien de la vie sociale et relationnelle, en stimulant et facilitant les échanges sociaux, la participation citoyenne.
- . Accompagner et aider les personnes dans la vie quotidienne, en mettant en œuvre les prestations de la résidence et en prévenant la perte d'autonomie.
- Aider à l'aménagement, à l'entretien du cadre de vie et des équipements.

. Participer à la promotion de la bientraitance, en développant l'accès à l'information et aux droits.

Politique de gestion des risques

✓ Prévention et prise en charge des chutes

La résidence autonomie étant une structure d'hébergement pour personnes âgées autonomes, chaque résident conserve le choix de son médecin traitant, infirmière ou autre intervenant libéral.

L'établissement n'est pas médicalisé et n'est pas doté d'un projet de soin, ni d'une surveillance médicale. Pour autant, nos objectifs restent d'évaluer les risques et de prévenir, pour maintenir l'autonomie et les capacités des résidents.

La coordinatrice du Clic, présente dans les locaux de la résidence, est donc sollicitée régulièrement pour évaluer les besoins et mobiliser les moyens en lien avec le médecin traitant et la famille, les intervenants à domicile, les informations relayées par les agents sociaux.

L'équipe de la résidence veille :

- A accompagner et être présent lors de la perte d'autonomie ou de besoins ponctuels (retours d'hospitalisation, évènement indésirable, maladie, etc.).
- A repérer les signes de perte d'autonomie (troubles cognitifs, de l'équilibre, pertes d'appétit, difficulté de santé, isolement social, etc.). La direction de l'établissement est alors en mesure de faire le lien avec les soignants et services médico sociaux pour bénéficier de soins ou d'aide.
- A accompagner la prise de décision pour une évolution de parcours vers l'Ehpad quand cela s'avère nécessaire, en concertation avec la gériatrie.

La gestion et le suivi des évènements indésirables sont mis en œuvre entre l'équipe et la direction.

✓ Une gestion adaptée au principe de séjour non médicalisé

La résidence autonomie n'est pas destinée à accueillir des personnes dont le niveau d'autonomie nécessite une assistance trop régulière dans les actes de la vie quotidienne. Ainsi, l'établissement propose aux résidents dont le niveau de dépendance évolue vers un Gir 3, une orientation vers un établissement médicalisé ou toute autre solution adaptée et tenant compte du libre choix de la personne.

Il est enfin du libre choix du résident de choisir le lieu et la manière dont il souhaite assurer sa « fin de vie » dans une démarche palliative. La résidence autonomie est conventionnée avec le centre hospitalier intercommunal des de la vallée de l'Ariège (Chiva), dont le service gériatrie est généralement sollicité.

Le contrat de séjour précise donc l'organisation du parcours résidentiel et prévoit les conditions de résiliation notamment lorsque l'état de santé du résident n'est plus compatible avec la résidence autonomie.

La sensibilité au développement durable

Dans la déclinaison des orientations générale de L'agglo en matière de développement durable, la résidence autonomie a accentué ses efforts pour une meilleure gestion de ses activités.

- Sur l'aspect social :

Constitution d'une équipe d'agents titulaires où l'on constate l'absence de phénomène de turn-over. Des agents contractuels recrutés sur des périodes de remplacement ponctuel ont

été accompagnés, formés et ont eu l'opportunité d'intégrer l'équipe de la résidence sur des vacances de postes. Nous constatons la fidélisation des agents par cette gestion prévisionnelle.

Les plannings de service sont élaborés sur un cycle pérenne et sont connus à l'avance par les équipes, a minima le mois précédent.

- Sur l'aspect économique :
 - . Isolation du bâtiment sous toiture en 2022 pour une meilleure gestion de l'énergie.
 - . Renouvellement des équipements sanitaires pour une meilleure gestion de l'eau dans les logements individuels.
 - . Mise en place d'un système d'information pour la numérisation des données, limitant fortement l'utilisation du papier.

- Sur l'aspect environnemental :
 - . Réduction du volume de déchets alimentaires grâce à un réajustement du service de restauration, avec mise en place d'un système de compostage.
 - . Elimination des gobelets plastique à usage unique dans les fontaines à eau.
 - . Mise en place d'un dosage automatique dans l'utilisation des produits ménagers, pour l'entretien des espaces collectifs.
 - . Mise en place du recyclage du papier en lien avec le Smectom.
 - . Réduction et projet de suppression des dosettes individuelles utilisées en restauration.

Synthèse des objectifs du projet d'établissement - calendrier

(en lien avec le plan d'amélioration des actions prioritaires – évaluation interne 2022)

Préserver la vie sociale et l'autonomie des résidents	2022	2023	2024	2025	2026
Consolider la programmation des ateliers de prévention santé avec les intervenants diplômés par convention.		X			
Réunir chaque trimestre les résidents investis dans la vie sociale via les CVS pour les rendre acteurs du projet d'établissement.		X			
Inviter les partenaires locaux (associations, clubs, centres sociaux) à venir expliquer aux résidents leurs missions respectives sur le territoire.		X			
Accompagner les transitions	2022	2023	2024	2025	2026
Mettre en œuvre des temps réguliers d'information des résidents et des proches aidants pour accompagner et sécuriser les parcours (mesures de protection, parcours Ehpad, réponses aux besoins sur la perte d'autonomie).		X			
Prendre en compte l'accompagnement de fin de vie, en organisant une information spécifique en direction des résidents et en conventionnant avec les services de soin palliatif.			X		
Gérer les situations de deuil : définir un rituel proposé aux résidents pour accompagner un évènement difficile au sein de la résidence.	X				
Accompagner le changement et adapter les compétences	2022	2023	2024	2025	2026
Réorganiser le cycle de travail des agents sociaux, avec le double objectif d'améliorer les conditions de travail et de recentrer la mission sur l'accompagnement en journée des résidents.			X		
Réinterroger la mission de l'infirmier coordonnateur du Clic, en structurant une mission complémentaire de « référent » des projets de vie individuels sur la résidence autonomie.		X			
Elaborer un outil de repérage des risques de perte d'autonomie et poursuivre la formation des équipes en s'appuyant sur les ressources locale (médecine gériatrie / Clic / associations spécialisées).			X		

Participer à une commission éthique de manière mutualisée avec d'autres partenaires dont Ehpad de Verniolle dans le cadre de notre conventionnement			X		
Organiser des réunions d'échange entre les professionnels de la résidence et les professionnels extérieurs, les partenaires externes (médecins traitants, pharmaciens, professionnels libéraux) pour créer un réseau d'acteurs sensibilisés aux enjeux du projet d'établissement.		X			
Encourager et organiser l'intervention des bénévoles et de jeunes via le dispositif service civique sénior.	X				
Faire évoluer le projet d'établissement dans une démarche participative et d'ouverture	2022	2023	2024	2025	2026
Renouveler nos conventions de partenariat avec les établissements médicalisés et le secteur hospitalier.		X			
Interroger les bilans des professionnels externes intervenant dans l'établissement (services d'aide à domicile, services de soin).	X				
Poursuivre le développement de la communication en organisant des journées portes ouvertes, et en mobilisant le CVS pour proposer des améliorations du fonctionnement au quotidien.		X			

CIAS L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du conseil d'administration du CIAS L'agglo
Foix-Varilhes**

Séance du 20 septembre 2023 à 14h

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres ne prenant pas part au vote	Votants
17	5	0	5

Par suite d'une convocation en date du 14 septembre, les membres composant le conseil d'administration du CIAS L'agglo Foix-Varilhes se sont réunis le mercredi 20 septembre à 14h, au siège de L'agglo Foix-Varilhes, 1A avenue du Général de Gaulle 09000 à Foix, sous la présidence d'Annie Bouby.

PRÉSENTS : Annie Bouby, Daniel Besnard, Danielle Carrière, Nathalie Maury, Marie-France Basset Berges.

ABSENTS : Thomas Fromentin, Mina Achary, Lawrence Bories, Philippe Fabry, Raymond Fis, Anne-Lise Delpy, Bruno Sans, Sophie Privat, Cathy Guintoli, Edith Authié, Sarah Teachout, Catherine Bazex Gnemmi.

La vice-présidente ouvre la séance à 14h et propose la désignation de Daniel Besnard comme secrétaire de séance ; il est élu à l'unanimité.

N°2023/031 CIAS

Assemblées / désignation des représentants du CIAS au conseil de la vie sociale de la résidence autonomie de Varilhes

Rapporteur : Annie Bouby

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L311-4 ;

Vu les statuts constitutifs du CIAS L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu le règlement intérieur de la résidence autonomie Bleu printemps ;

Il est rappelé que :

Le conseil de vie sociale est une instance consultative composée de représentants élus du CIAS, de représentants des personnels, de représentants des familles et des résidents, qui a pour rôle de donner un avis sur le fonctionnement et l'organisation de l'établissement.

La loi n'imposant pas pour ce type de structure une désignation au scrutin secret, et Le règlement intérieur de la résidence autonomie ne prévoyant pas expressément le caractère secret du scrutin, il est procédé à cette désignation au scrutin public.

Considérant qu'il convient de procéder à la désignation de deux membres titulaires ;

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de désigner en son sein ses représentants ;

Désignation des membres

Considérant les candidatures enregistrées : 2

Considérant les résultats du scrutin :

- Nombre de suffrages exprimés : 5
- Majorité absolue : 3

REÇU LE :

10 OCT. 2023

SGCD FOIX

SONT DÉSIGNÉS(ES)

En tant que représentants du CIAS L'agglo Foix Varilhes au sein du conseil de vie sociale de la résidence autonomie Bleu printemps les administrateurs suivants :

Nom et prénom des candidats	Suffrages obtenus	Délégués désignés
Annie Bouby	5	Elue
Daniel Besnard	5	Elu

Fait et délibéré, le 20 septembre 2023.

La vice-présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme
La vice-présidente,
Annie Bouby



REÇU LE :
10 OCT. 2023
SGCD FOIX

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du CIAS L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CIAS L'agglo Foix-Varilhes**Extrait du registre des délibérations du conseil d'administration du CIAS L'agglo Foix-Varilhes**

Séance du 20 septembre 2023 à 14h

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres ne prenant pas part au vote	Votants
17	5	0	5

Par suite d'une convocation en date du 14 septembre, les membres composant le conseil d'administration du CIAS L'agglo Foix-Varilhes se sont réunis le mercredi 20 septembre à 14h, au siège de L'agglo Foix-Varilhes, 1A avenue du Général de Gaulle 09000 à Foix, sous la présidence d'Annie Bouby.

PRÉSENTS : Annie Bouby, Daniel Besnard, Danielle Carrière, Nathalie Maury, Marie-France Basset Berges.

ABSENTS : Thomas Fromentin, Mina Achary, Lawrence Bories, Philippe Fabry, Raymond Fis, Anne-Lise Delpy, Bruno Sans, Sophie Privat, Cathy Guintoli, Edith Authié, Sarah Teachout, Catherine Bazex Gnemmi.

La vice-présidente ouvre la séance à 14h et propose la désignation de Daniel Besnard comme secrétaire de séance ; il est élu à l'unanimité.

N°2023/032 CIAS**Ressources humaines / Convention d'adhésion au service de santé et sécurité au travail du Centre de gestion de l'Ariège**

Rapporteur : Annie Bouby

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique et notamment les articles L121-1 au L124-23 ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu la circulaire n° NOR INTB1209800C du 12 octobre 2012 portant application des dispositions du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu les statuts du CIAS L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant la convention d'adhésion au service de santé et sécurité au travail du centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Ariège proposée en annexe de la présente délibération ;

Considérant la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion du 29 septembre 2011 créant un service de Santé Sécurité au Travail ;

Considérant la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion du 24 Novembre 2016 autorisant la signature de la présente convention ;

Considérant la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion du 19 avril 2021 instituant des pénalités pour absence injustifiée ;

REÇU LE :**10 OCT. 2023****SGCD FOIX**

Considérant la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion du 11 avril 2022 précisant les nouveaux tarifs d'adhésion au service Santé, Sécurité au Travail du Centre de Gestion ;

Considérant que les collectivités territoriales doivent veiller à l'état de santé des agents en ayant comme préoccupation d'empêcher toute altération de leur état de santé du fait de l'exercice de leurs fonctions,

Considérant que chaque collectivité et chaque établissement public local doit disposer d'un service de médecine professionnelle et préventive, et que cette obligation peut être satisfaite par l'adhésion à un service créé par un Centre de gestion,

Considérant que le Centre de gestion de l'Ariège a mis en place un pôle santé sécurité au travail regroupant un service de médecine professionnelle et préventive et un service de prévention des risques relatifs à l'hygiène et à la sécurité,

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ,

Article 1 : **SIGNE** la convention d'adhésion au service de santé et sécurité au travail, du centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Ariège, pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2024 renouvelable par tacite reconduction selon les modalités conventionnelles.

Article 2 : **PRÉVOIT** que les crédits correspondants sont prévus à l'article 6475 du budget principal pour 2024.

Article 3 : **AUTORISE** le président à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré, le 20 septembre 2023.

La vice-présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme
La vice-présidente,
Annie Bouby



REÇU LE :

10 OCT. 2023

SGCD FOIX

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du CIAS L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.